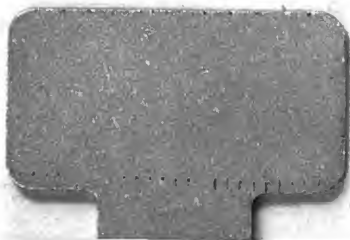


N^o VITI, EMANUELL 312

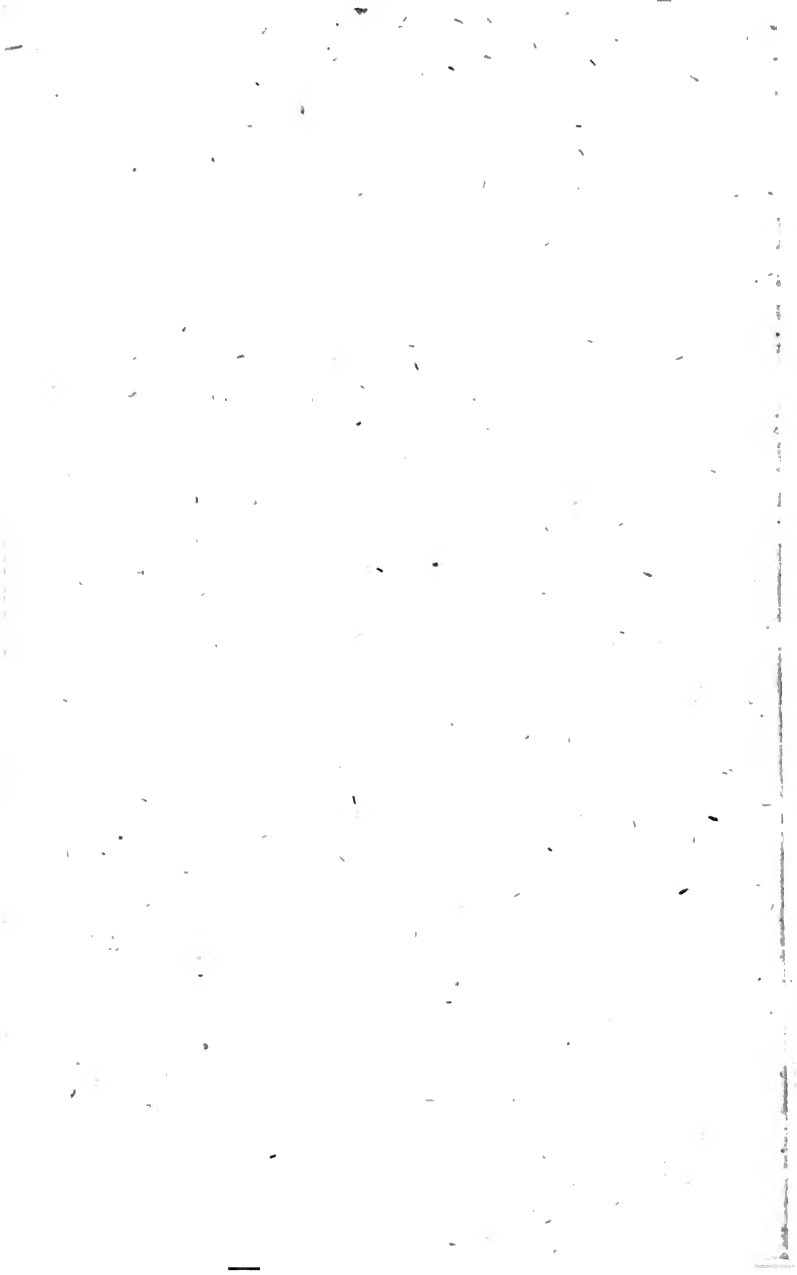
XI. 9

2259



11-694





L'ÈRE DES CÉSARS.

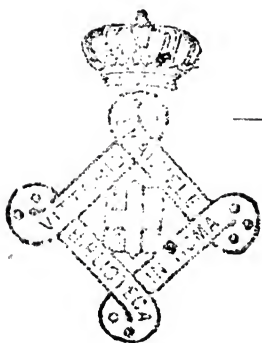
Imprimerie de A. LABROUX ET C^{ie}.

L'ÈRE DES CÉSARS

PAR

M. A. ROMIEU

Ex-Préfet sous Louis-Philippe, secrétaire du cabinet de Louis Napoléon,
Président de la République.



BRUXELLES.

AUGUSTE PAGNY, ÉDITEUR,

65, RUE DU MARAIS (MEY-BOOM).

1850

611

INTRODUCTION.

Le vieux Pline, ce grand homme qui trouva le temps d'écrire les guerres de la Germanie, l'éloge de Bassus, l'art de monter à cheval et la vaste encyclopédie naturelle de son siècle, tout en commandant des armées et des flottes, en gouvernant des royaumes, et en se trouvant chaque jour, avant l'aurore, dans le palais de Vespasien, me paraît faire honte aux intelligences de notre époque. Un personnage si grave et si occupé des affaires de l'immense empire, ne dinait, cependant, ne se baignait, ni ne voyageait, sans qu'on lui fît la lecture, lorsqu'il

ne pouvait lire lui-même ; sans dicter, lorsqu'il n'écrivait pas de sa propre main. Son neveu, dont les précieuses lettres nous sont restées, n'admire cette vie que comme digne de remarque, au milieu de tant d'autres vies pareilles en labeur.

Il suit de là que l'antiquité, dont nous savons trop peu les mœurs, et que notre déplorable éducation de lycées a défigurée dans nos souvenirs, avait ce goût d'étude et de travail, inconnu à l'âge moderne, ou qui, chez nous, s'épanche en productions stériles à l'usage des oisifs.

Ces réflexions, depuis quelque temps, ont donné à mon esprit une très-vive attraction vers le spectacle historique de la phase romaine où fleurirent tant de vertus sur le fumier de tant de vices ; où l'héroïsme coudoyait la lâcheté, dans cette ville étrange qui pouvait voir, à la même heure, passer Tacite et Domitien.

Et, en regardant de plus près au fond du gouffre impur d'où sortait, tout immaculée, l'austère figure du christianisme ; en fixant un regard attentif sur cette cohue de barbares, de rhéteurs, de prétoriens, tantôt philosopant, tantôt se déchirant sous les débris des croyances, des mœurs et de la société antiques, je me suis demandé si rien de semblable ne se reprodui-

rait sous le ciel. J'ai cherché à comprendre quel était le point de départ de cette marche passée des générations humaines, et j'ai vu qu'il ne fallait le chercher, comme ont fait les livres classiques, ni dans la corruption, ni dans l'oubli des coutumes, ni dans l'introduction du luxe, ni dans rien de ce que les conquêtes purent jeter de neuf et d'imprévu au pied du Capitole : j'ai vu que la grande dictature militaire fut, à Rome, le résultat forcé, tôt ou tard inévitable, de la forme du gouvernement. Il m'a paru que toujours, et sans exception aucune, là où l'autorité publique avait pour bases la discussion et le suffrage, il devait arriver un jour où, les compétiteurs commandant des armées, les élections se feraient sur un champ de bataille.

Là surtout, si l'on veut bien étudier l'histoire, où les sphères s'agrandissent, où le mouvement politique entraîne le développement extrême de l'action dirigeante ; là aussi, où la succession des temps amène la fusion des nationalités, et, avec elle, la mort des croyances locales. Alors vient un moment dans la vie des peuples où le regret des formes premières apparaît : on sent, dans la pléthore de cette puissance, que la modicité des âges passés valait, sous quelques rapports, l'amplitude des dominations excessives. Claudien, ce dernier poète de Rome, élégant et vi-

goureux athlète du Parnasse oublié, païen perdu au milieu du torrent chrétien qui le séparait de Virgile, léguaît à l'empire croulant sous les coups d'Alaric ces suprêmes lamentations dont la divinité de Rome était l'interprète : « La grandeur m'a tuée ; que ne puis-je revenir à mes anciennes limites, et retrouver les étroites murailles d'Ancus Marcius (1). »

Tout ce qu'on a dit et écrit dans cette moitié de siècle écoulée depuis les événements de 1789 n'est que l'écho, durable encore, des philosophes critiques suscités par le honteux règne de Louis XV. On a couru sur des traces de libellistes pour arriver à un but sérieux, et au terme s'est trouvé le gouffre béant devant lequel reculent aujourd'hui ceux qui s'y sont élancés de la plus hâtive course. C'est trop tard. Il faut y tomber ou saisir une branche solide et forte qui s'avance toujours au bord de ces grands abîmes. Elle y surgit même au moment de la chute commencée, et c'est entêtement que de périr faute de la voir.

La société européenne se trouve placée dans des conditions presque semblables à celles qui caractérisaient l'époque où parurent les Césars.

(1) Ipsa nocet moles. Utinam remeare liceret
Ad veteres fines, et mœnia pauperis Anci !
(CLAUDIEN, *de Bello Gildonico*.)

C'est ce que je veux montrer dans ce livre, laissant à un avenir, prochain peut-être, le soin de conclure des mêmes causes aux mêmes effets. Déjà les esprits les moins clairvoyants ont pu noter ce fait nouveau de l'intervention des armées dans les questions d'ordre politique et social. Les terribles pacifications d'Italie, d'Allemagne et de Hongrie, les coups de main sanglants de Paris et de Palerme ont réveillé l'importance militaire, endormie après Napoléon. Le sabre s'est essayé contre l'idée et il s'est senti le plus fort, comme il doit l'être en tout temps lorsque les luttes sont nettes. Ce résultat n'est pas sauvage, parce que la force est elle-même une idée, et la plus haute de toutes; mais il est très-curieux à observer dans ces moments d'effroi public où la société, livrée à la tempête des phrases, n'a que le choix entre deux violences, celle qui veut la perdre et celle qui peut la sauver.

Ainsi marchait le monde romain, menacé par l'invasion barbare et par l'invasion chrétienne, l'une tuant la fortune matérielle de l'État, l'autre sa fortune morale. Nous en sommes venus au même point. Les barbares intérieurs nous débordent, et l'ordre moral est perdu chez nous par l'abus du libéralisme, doctrine qui trouvera nos arrière-neveux tout aussi indifférents ou moqueurs que nous le sommes à l'endroit des

scolastiques du treizième siècle. Dans cinquante ans, on ne comprendra pas mieux les niaiseries du *centre gauche*, de la *gauche dynastique*, de l'*extrême droite*, et de tant d'autres formules du jargon parlementaire, qu'on ne comprend aujourd'hui les subtilités de Scott ou d'Abeilard, qui passionnèrent leur temps tout aussi vivement que Mirabeau, Barnave, ou, dans des jours plus rapprochés, MM. Royer-Collard et Guizot ont passionné le nôtre. L'*homooouision* des conciles a excité jadis les mêmes disputes que *le roi règne et ne gouverne pas* sous la dernière monarchie. Il n'y a pas de place pour un autre principe que la force, à ces heures de débats puérils où l'esprit humain cherche l'aliment de sa vie. Au début, c'est Auguste ; au déclin, c'est Mahomet II.

L'Europe me paraît être au retour du premier degré de ce cycle, route éternelle que parcourent les générations, parce que rien ne varie dans l'organisation des êtres qui les composent, et que l'histoire des hommes ne sera jamais l'histoire des anges. On a beaucoup répété le mot *progrès* depuis le second quart du siècle ; ce mot n'a aucun sens, appliqué à l'ordre moral. Sans nul doute, le bien-être a été augmenté ; les notions physiques se sont accrues ; on a soulevé quelque coin du voile qui cache l'immense

théâtre des vérités naturelles ; mais rien n'a été fait, rien ne se fera qui change les passions de l'humanité, ces immuables acteurs de toutes les scènes passées ou futures. Le *progrès* ainsi entendu, est une absurdité sans nom, que la folie seule des rhéteurs a pu mettre en vogue, et dont malheureusement la vogue ne passera pas de sitôt.

Le grand essai du refrénement, de la domination de l'âme sur les sens, la grave doctrine élevée sur les décombres païens a été le seul progrès social depuis les temps historiques. L'infirme *raison* qui chancelle et tombe devant le moindre problème de l'esprit, qui a substitué la discussion au dogme et a livré, par là, le monde entier à l'embarras des conclusions entre avocats de causes diverses, vient de replonger notre pauvre espèce dans la nuit du doute et de l'hésitation. Ce qui est progrès pour l'un devient recul pour l'autre, et pas un juge absolu n'est là pour vider le différend. Triste et noire époque, pleine de ténèbres, de chaos, de précipices pour les âmes, de désespoirs pour les esprits ! Le salut, dans ces temps, est tout indiqué ; les peuples y courent d'eux-mêmes, sacrifiant l'orgueil au repos.

Telle est la phase qui m'apparaît ; mais avant de commencer ce livre, il me faut bien prendre

mes réserves contre toute espèce d'interprétation. Il n'a été écrit ni sous l'empire de préoccupations trop sombres, ni dans un intérêt de *parti pris* en faveur d'événements possibles. Il est le fruit de méditations solitaires, le résultat d'observations froidement faites au spectacle humain. Placé comme en avant dans les siècles, j'accoutume mon œil à reculer la perspective et à *lire*, en quelque sorte, les faits contemporains, au lieu de les voir. J'apporte à cette étude le même mode d'impassibilité que me laisse une page de Tite-Live, ne sachant pas trouver d'échauffement personnel au milieu du combat de sophismes qui se livre autour de moi. Je ne sens, dans ces tristes mêlées, ni le souffle d'aucune foi, ni le choc d'aucune grandeur. Je vois des appétits, des intérêts en armes, féroces ou peureux selon l'occasion ; mais où trouver, au sein de ce plat désordre, la forte fièvre des âmes, celle qui lançait les Croisés sur l'Orient ? Oh ! qu'elles étaient majestueuses, comparées à nos luttes grossières entre affamés et repus, ces guerres de religion qui fondaient les croyances, ces guerres d'invasion qui fondaient les États !

L'ÈRE DES CÉSARS.

I

MANIÈRE NOUVELLE DE L'EUROPE APRÈS LA CHUTE DE NAPOLÉON.

Chaque époque historique subit la loi d'une mode, aussi impérieuse que celle qui régit les goûts passagers du vêtement ou du luxe. Au temps des croisades, aux temps de la renaissance grecque, aux temps de l'examen biblique, à ceux de la dispute janséniste ou du philosophisme voltairien, quiconque eût protesté, fût devenu victime ; la mort, l'exil, la honte où le ridicule—toujours la même peine—faisaient justice du principe résistant.

Notre génération aussi a passé par sa phase, et ce n'est pas une mince joie pour les survivants que d'en voir arriver la fin. Car la mode

dont nous avons porté le joug sera, pour nos neveux, une des plus singulières à comprendre. Je veux parler de la mode des gouvernements constitutionnels, dont Louis XVIII eut l'étrange honneur.

Vers le milieu du dernier siècle, Montesquieu, comme légiste abstrait, et Voltaire, comme critique superficiel, présentèrent la constitution anglaise en exemple au monde, de manière à frapper les esprits légers, frivoles, ignorants surtout, qui composaient l'élite de la France. Ces leçons, si rapidement dépassées par les élèves, n'en restèrent pas moins le code général des croyances du siècle, destiné à servir de type modérateur au sein des folies sanglantes que l'exagération du philosophisme enfanta. Dans ces saturnales de la LIBERTÉ, mot récent qui remplaçait la CROIX des onzième et douzième siècles, la part des *raisonnables* fut faite dans le symbole constitutionnel. Ceux-là se crurent très-sensés, parce qu'ils n'étaient pas furieux, et s'il en reste encore, ils se croient les martyrs d'une idée juste et sage. Les Hussites, les Albigeois, les Vaudois, même les Jésuites, ont eu cette confiance, et rien en ce genre ne finira tant que la terre sera peuplée.

On sait l'orgie révolutionnaire et l'effroi qui s'ensuivit. Lorsque la forte main du César mo-

derne vint régulariser la France et remettre en jeu les éternels rouages de toute société humaine, la foi, la justice et l'autorité, il sembla que le monde allait oublier les rêveries encyclopédiques et passer à d'autres manies de l'esprit humain. Ce fut, pour un moment, la gloire. Avec un aigle et un drapeau, le conquérant traversa les capitales, laissant radieux et fiers les mourants mutilés qui tombaient au nom de ces signes. Grande et noble mode que celle-là ! Du moins développe-t-elle la partie généreuse et sublime de l'âme humaine, et prépare-t-elle pour les générations futures, comme elle les donne aux héros du temps, les vives sensations que perpétuent les arts et l'histoire.

Mais la crise de 1814 vint abattre ce palais de fées où le nouvel Odin avait placé son Walhalla. On ne trouva sous les ruines qu'une race bourgeoise élevée au culte universitaire, c'est-à-dire à la phrase et au mot. Ce fut une jubilation chez tous ces rhétoriciens, lorsqu'ils virent une tribune s'élever à la place d'un camp. Là, en effet, peuvent se jouer à l'aise l'envie bavarde, la médiocrité jalouse, la peur fanfaronne et l'ignorance lettrée. Là est le champ clos de ces guerres faciles où la dialectique, l'argument, la période, sont les armes à l'usage de tous, et de ceux surtout qui n'en sauraient pas manier

d'autres. C'est là que peut triompher le faible et que peut succomber le fort ; c'est là qu'on invoque les PRINCIPES, mots d'ordre convenus pour ces armées de nouvelle date, et qui varient à chaque occasion de combat. On eut alors la risible copie de ces grandes assemblées antiques où tout orateur avait donné sa part d'action au pays avant de lui offrir sa part de langage. Car ces hommes vigoureux du Forum ou de l'Agora n'étaient ni des avocats ni des professeurs en robes. Ils avaient porté la lance et le bouclier dans les légions et sur les vaisseaux. Ils avaient aussi porté, comme ambassadeurs, la guerre ou la paix aux nations étrangères. Tout citoyen, à ces mâles époques, pouvait parler, parce qu'il avait agi, et qu'après le discours, il allait agir encore.

On se représente facilement que Cicéron, chef d'armée, gouverneur de Cilicie, consul célèbre de Rome sauvée, portât le poids de son opinion dans les affaires du monde. Nos modernes n'ont voulu voir en lui que l'avocat qui plaidait pour le roi Déjotarus, pour le poète Archias, Manilius et autres. Et il est resté convenu que dix ans de notre enfance devaient être employés à étudier ses discours et à les imiter dans leur forme, après quoi l'on devait être tout à fait apte à réglementer l'État. La phrase, qui avait pris son

rang obscur dès les commencements de l'université, s'était fait jour avec une joie expansive, lorsque les lauréats de tous les collèges avaient pu envahir l'assemblée constituante, la législative et la convention. Elle reparut victorieuse, après l'échec de quinze ans que lui fit subir Napoléon, et ce fut une telle ivresse dans le monde bachelier de l'Europe entière, qu'on prit les armes en Espagne, en Portugal, en Italie et dans beaucoup d'autres contrées, pour arriver à ce nouveau bonheur.

De quoi s'agissait-il en apparence? D'imiter la forme du gouvernement anglais, où l'on admirait la *pondération* des pouvoirs. Je n'ai pas dessein de montrer ce qu'il y avait d'insensé dans cette reproduction tentée sur un modèle sans analogue, où le fait de l'invasion normande avait créé, sans secours du raisonnement ou de la discussion, l'état de choses qu'on ne saurait créer ailleurs. Nous avons vu ce qu'avait de sérieux, dans un pays où règne l'égalité des partages en matière de successions, une chambre des pairs dont le plus riche membre eût excité la compassion des barons du Royaume-Uni. Mais il ne s'agissait pas de savoir si l'entreprise était sensée; il suffisait qu'elle plût, et ce fut une telle fièvre qu'elle est encore nominalement respectée, même après les affreuses convulsions

qu'elle devait amener en 1848. Les souverains, vainqueurs de tant d'émeutes, se croient toujours soumis à ce joug d'usage, et aussitôt la besogne faite, croiraient manquer aux plus simples règles de la prudence et du devoir, s'ils ne rétablissaient quelque peu de ce qu'ils ont eu à détruire. L'Autriche, si fièrement maîtresse de son empire, en a fini à peine avec les carbonari lombards et les rudes seigneurs de Hongrie, qu'elle imagine de restaurer les constitutions, pensant, par là, transiger avec le siècle, comme si les transactions avaient un sens quand il s'agit de vie et de mort. Les petits États allemands, si riches, si heureux, si florissants naguère, sont aujourd'hui livrés à tous les hasards de la guerre civile; ce riant jardin que le Rhin côtoie, était la terre de promission dont le voyageur s'éloignait avec envie. L'impôt y était presque nul, la quiétude profonde, la vie douce et facile; des princes chéris, ressuscitant les jours de l'Odysée, y vivaient comme Alcinoüs, marchant au milieu du peuple joyeux, patriarches plus que rois, et peu s'en fallait que leur fille Nausicaa ne fût de celles qui allaient laver le linge à la source voisine. Tout ce bonheur s'est éteint au souffle du philosophisme. Le voisinage français a fait son œuvre, et nous avons vu cet Eden se transformer en enfer par le seul essai de la pratique

constitutionnelle que M. de Chateaubriand aurait bien dû classer dans ce grand genre de son invention qu'il appelle « les bêtises supérieures. »

J'ai pu compter, de mes yeux, les régiments prussiens, parqués, comme machines de guerre, au milieu de ce pays divin, tout étonné de ses troubles, et pour lequel l'état de siège semblait un impossible accident.

Je me demanderai toujours, jusqu'à ce qu'on en vienne à l'application de la forme parlementaire dans les actes sérieux et ordinaires de la vie, quelle est la singulière cause de démençe qui pousse à l'appliquer dans les choses de gouvernement. Je n'ai jamais vu qu'on essayât de confier la direction d'un navire à une assemblée ; et je sais bien pourquoi : c'est que le navire et l'assemblée sombreraient à deux lieues du port. Là, le danger de l'institution serait immédiat, et l'on n'aura garde de la mettre en jeu. Mais, en fait de politique, les sottises n'ont leur effet qu'après des mois ou des années. On en oublie bientôt la cause. De même, il n'est venu à l'esprit de personne de mettre un régiment sous le commandement d'une commission. Le régiment serait battu par des gardes nationales. Dans la famille, qui est la *molécule* de la société, où est le scrutin ? Pour quoi que ce soit qui in-

téresse votre fortune, vos projets, votre existence, allez-vous jamais aux voix ? Quelle discussion précède le menu de votre dîner ? Nulle part, en ce qui le touche directement, l'homme ne procède que par la volonté *UNE*, tant il est sûr de ne pouvoir faire mieux ni plus vite. Et dans cette grave chose de la conduite de l'État, il se prend, avec une bizarrerie sans nom, à rejeter cette règle naturelle, aussi impérissable que l'humanité !

Quant aux objections rationnelles que soulève le principe des majorités, base unique du système représentatif, elles rempliraient des volumes, si l'on avait besoin de volumes pour des questions de bon sens. Je montrerai plus tard que dans l'application de ce principe, soi-disant philosophique et moral, il n'y a en résultat que *LA FORCE*, et que c'est là son seul bon côté. Mais je veux, dès à présent, citer quelques lignes d'un ouvrage peu lu, digne d'être lu toutefois, en raison des hautes vérités qui s'y mêlent à beaucoup de rêveries.

« Le pouvoir des majorités est intolérable,
« parce que la minorité peut avoir raison, et
« qu'il est encore plus ordinaire que la minorité
« et la majorité n'aient raison ni l'une ni l'autre.

« Il est intolérable, parce qu'il enchaîne la
« *qualité* dans les odieux et ignobles liens de

« la *quantité*, et que, par un supplice d'un
« genre tout moderne, il finit toujours par
« étouffer la qualité après l'avoir douloureuse-
« ment réduite à la mesure de la quantité (1). »

M. Proudhon, qui ne se trompe pas toujours, a dit, avec l'âcre verve d'expression qui lui est propre : « Maudissons cette odieuse mécanique
« à mensonge qu'on appelle le parlementarisme,
« et qui ôte aux hommes tout courage et toute
« honnêteté. »

Aussi, partout, voyez son œuvre prompte ; en quinze années, chez nous, elle amène la chute d'une dynastie, et ne retarde, de quinze autres années, l'avènement brutal de la démocratie pure qu'à la condition d'une monarchie révolutionnaire, dont le nom et la qualité s'excluent mutuellement. On inaugure un trône aux refrains de la *Marseillaise*, et l'on se prétend cette fois dans la *vérité* du gouvernement constitutionnel. On a raison : c'est là son vrai sens. Consacrer le contradictoire comme logique, et l'impossibilité comme action ; mettre les fers aux pieds du pouvoir, et demander qu'il marche ; donner à la critique, à l'injure, à l'utopie, leur libre allure, aux ambitions leur facile essor, et

(1) Coëssin, *Études sur le passé, le présent et l'avenir de l'humanité*, t. II, p. 153.



refuser au souverain le droit de sincérité dans sa propre défense; crier toujours liberté, honneur et désintéressement à toutes les tentatives de désordre; despotisme et police à tous les essais de répression; ennoblir les niaiseries de tribune ou de presse qui touchent à quelque prétendu grief, surtout à quelque prétendue réforme, et flétrir la conscience de ceux qui nient la justesse du grief, ou croient voir, sous la réforme, un péril; tel est le gouvernement constitutionnel en son essence pratique. La France vient d'en subir le ridicule et triste résultat.

L'Allemagne, qui a voulu aussi l'essayer en grand à Francfort, n'en a recueilli, pour son histoire, que la page lamentable où sera conté l'assassinat du prince Lichnowski. Jamais l'impuissance parlementaire n'a mieux éclaté que sur ce vieux sol germanique tout couvert de penseurs et de philosophes, tout hérissé de systèmes et d'abstractions. Jamais le siècle n'a pu mieux voir de quel poids sont les mœurs devant les idées, jamais non plus ce que peut une armée devant une révolution.

Le gouvernement constitutionnel ne peut s'enraciner que là où, pour ainsi dire, il est en germe avant son établissement; il n'y a peut-être, en Europe, qu'un seul pays où il ait des chances d'avenir; c'est l'Espagne; parce que les

mœurs des grands y sont démocratiques, et que celles du peuple y sont aristocratiques, double condition que remplit également la nation anglaise, comme l'indique si bien M. Macauley, dans l'admirable livre qu'il vient de publier (1).

Partout ailleurs, le gouvernement constitutionnel est la préface obligée de la République. Il n'y avait que cette forme bâtarde, sans durée présumable, qui pût si rapidement nous conduire au champ de bataille actuel, où va se livrer le combat extrême entre les deux principes qui, depuis Luther, se disputent le monde : la liberté et l'autorité.

II

RÉACTION MILITAIRE SOUS LA RESTAURATION.

Déjà, bien avant la révolution de 1830, on avait pu remarquer des symptômes frappants.

(1) Thus, our democracy was, from an early period, the most aristocratic, and our aristocracy the most democratic, in the world.

(MACAULEY, *History of England from the accession of James II*, chap. 1.)

Ce don prétendu des libertés constitutionnelles, offert à la nation par Louis XVIII, disparut effacé par la honte de l'escorte qui l'accompagnait. L'invasion étrangère marquait la date de cette Charte, où l'esprit libéral, insatiable par sa nature même ne dut voir qu'une concession parcimonieuse, arrachée peut-être par la peur de l'esprit nouveau. On ne transige pas avec les idées absolues; les deux branches de la famille de Bourbon en ont fait la triste expérience.

Bientôt le souvenir des victoires impériales, comparé à l'abaissement du pays vaincu, fit naître une élégie générale, qui emprunta toutes les formes, et que répétèrent le théâtre, la peinture et la chanson.

Le *Soldat laboureur*, fiction fausse et commune, eut la vogue d'une légende, dont les vaudevillistes vécurent, et que le crayon de Charlet popularisa. Horace Vernet couvrit d'apothéoses variées, de lanciers polonais, de blessés, de bivouacs, cent toiles qui firent sa renommée, et rajeunirent l'épopée du César déchu. Béranger surtout, le poète des regrets, qui déplorait si bien la perte des joies d'amour, d'insouciance et de jeunesse, jeta, dans l'âme du pays entier, le sentiment profond de la gloire effacée. La vieille garde fut pendant vingt ans une mythologie ho-

mérique, dont le Jupiter eut son culte dans tous les hameaux.

En même temps, une fièvre de vengeance agitait les cœurs au souvenir des humiliations politiques. Les plaintes populaires allaient répandant le nom funèbre de Waterloo, que les enfants apprenaient à maudire ; le drapeau blanc n'était plus qu'un symbole de défaite, et l'antique fleur de lys qu'un stigmate étranger. Les traités de 1815 étaient voués à l'exécration publique ; le retour à la frontière du Rhin semblait comme le pieux pèlerinage des futurs et prochains croisés. La compression qu'essayaient la police et la censure ne donnait d'ailleurs que plus d'énergie à la force expansive de ce sentiment universel. Dans les villes, il fut passager ; toute impression y est peu durable. Lorsqu'une nouvelle dynastie vint s'établir, et que le drapeau tricolore reparut avec son prestige, ce grand bruit du passé s'éteignit. La jeunesse, livrée aux disputes littéraires, usa de sarcasmes vis-à-vis de ces admirations déjà vieilles, et un mot s'inventa pour les frapper de mort (1).

Toutefois, ce sentiment dormait au fond des masses. On ne lit pas, dans les bourgs, les petites feuilles qui distribuent l'épigramme quoti-

(1) *Le Chauvinisme.*

dienne. On y conserve le culte de l'image coloriée, collée aux murs blancs du cabaret. C'est là, durant une génération tout entière, que le prince Poniatowsky précipité dans l'Elster, que le maréchal Ney fusillé, que les adieux de Fontainebleau, que l'agonie de Sainte-Hélène ont survécu, dans la pensée de vingt millions de Français, à toutes les tentatives de gouvernement légal, à toutes les élections, à toutes les formules constitutionnelles inventées à loisir.

Le peuple français, que l'on ne connaît pas dans les salons, parce qu'on y vit entre soi et qu'on s'y entretient dans des idées personnelles, a conservé, jusqu'à la révolution de 1848, cette impression profonde, marquée au millésime de 1815. Juste ou non, dans son sens moral, il est impossible de nier cet effet, qui explique l'élection du 10 décembre.

Mais ce qu'il explique surtout, c'est la tendance actuelle du pays à mépriser ce qui vient de la parole et à tenir en haute estime ce qui vient de l'action. Les années qui se sont écoulées depuis l'Empire nous ont appris la valeur des discours. Nous avons vu aussi, en juin 1848, quelle était celle des canons. Entre les canons et les discours, le choix me paraît fait — à moins que mon pays ne soit incurablement fou.

Dans cet état où je vois les esprits, je me de-

mande quelle est la probabilité d'avenir, et je ne puis l'imaginer que par la comparaison des temps anciens aux nouveaux. Il me semble traverser une phase toute semblable à celle où nous entrons, lorsque, à partir des temps de Cinna, je relis l'histoire de Rome.

L'étude simultanée du présent et du passé m'a donné cette croyance, qu'il y a un moment d'extrême civilisation chez les peuples, où l'issue forcée est le CÉSARISME.

Il me faut clairement expliquer ce mot, qui ne signifie ni royauté, ni empire, ni despotisme, ni tyrannie; mais qui a son sens propre et très-peu connu.

III

CE QU'ÉTAIENT LES CÉSARS DE ROME.

On se figure généralement les empereurs romains comme des *monarques*, à la façon du Czar ou de Louis XIV. L'absence d'analogie entre ce qui est et ce qui fut sera longtemps un obstacle à l'intelligence complète de cette création des

temps anciens, dont j'ai pourtant voulu me former une notion exacte.

Je ne sais qu'un auteur qui ait approché de la vérité sur ce point (et je n'en excepte pas Gibbon lui-même), c'est M. Dureau de Lamalle, dans la préface à sa traduction de Tacite.

Un passage d'Hérodien (1) peut servir de début à ce que je vais essayer de faire comprendre. Il est extrait du discours que tient Maxime aux habitants d'Aquilée, après la déroute et la mort de Maximin, ce colossal barbare, athlète impérial, qui avait traité le sénat à la façon de quelque Augereau moderne : « *Le principat* « n'est point l'autorité d'un seul homme, mais « l'antique et commune autorité de tout le peuple « romain. »

Cette définition, donnée par le vingt-septième César, après des révolutions variées, indique le principe tout démocratique de la grande magistrature romaine. Elle indique aussi, par le terme même, l'essence de la fonction remplie. L'empereur, en effet, n'était que le *prince*, le *premier* du sénat, siégeant au milieu des autres sénateurs, opinant à son tour, consul ou non consul, selon le vote, mais ayant besoin d'être consul pour exercer les droits attachés à cette haute

(1) Page 356, édition de Strasbourg.

charge. Ce qui le distinguait de ses collègues et du reste des citoyens, ce qui faisait sa grandeur réelle, en même temps que légale, c'étaient deux immenses attributions : le commandement de l'armée et la puissance tribunitienne. Rome s'était faite une dans la personne du César. Sans rien changer à ses institutions, conservant tout de la république, elle avait seulement concentré dans une main les deux forces qui, disséminées, n'avaient été que des éléments de révolutions et de discordes, le *généralat* et le *tribunat*. C'était le peuple romain fait homme ; c'était la vieille révolte du mont Aventin, consacrée à la face de l'aristocratie vaincue.

Le mot *empereur*, que nos mœurs modernes rattachent à une idée de souveraineté, n'impliquait, à Rome, que l'idée d'un commandement militaire. Dès longtemps il était en usage. Les soldats le décernaient à leur chef, sous l'ancienne république, après quelque bataille gagnée. Cicéron, lui-même, pour une bicoque prise en Asie, en fut revêtu par le peu de troupes qu'il dirigeait. Il nous reste de lui beaucoup de lettres où il se qualifie : *Cicero imperator*. Jamais un Romain, en parlant de Caligula, d'Adrien ou de Marc-Aurèle, n'aurait dit : l'*empereur* ; on disait toujours : César. La famille du grand Jules s'étant perpétuée par adoptions à la tête de l'État,

avait gardé pendant près d'un siècle le nom de son illustre chef, dont l'habitude fit un glorieux titre à tous leurs successeurs, après la mort de Néron.

Cette magie des noms est toute-puissante : le grand homme de notre temps l'avait comprise et en préparait l'effet pour sa race. Dès qu'il fut couronné, tous ses frères s'appelèrent Napoléon.

L'installation régulière du nouveau mode de gouvernement à Rome, si habilement faite par Auguste, à la suite du violent essai de Jules César, était née de la nécessité des temps. L'époque de Marius et de Sylla fut le prologue du drame. L'antagonisme entre les classes, marqué jadis par des disputes oratoires ou par des mouvements populaires, prit le caractère proscrip-teur ; le plébéien se donna le goût du sang noble, facilement versé au nom des souffrances de la plèbe, et aussi le goût d'un chef qui lui indiquât des victimes à massacrer. Tout était disposé, dès l'abdication de Sylla, pour que Jules César s'em-parât de cette foule. Prête à tout, fière de son histoire, de sa paresse et de ses fêtes gratuites ; livrée d'avance à tous les fournisseurs de triom- phes et de plaisirs, aux prodiges qui rempli- raient l'amphithéâtre, et lui offrirait mille lions, comme le fit un jour Pompée, elle devait

applaudir à toute tentative de succès personnel, sans s'inquiéter de la cause ni du but.

En dehors de ce grossier sentiment, si naturel aux masses, l'amplitude exagérée de l'empire avait créé des chefs éloignés maîtres d'armées victorieuses, auxquels les noms de Rome et du sénat devenaient gênants; enivrés de ces hyperboliques flatteries, habituelles aux *états-majors*, ils se sentaient peu disposés à résigner le commandement sur un simple décret venu de la métropole. Bonaparte, en Italie ou en Égypte, était dans les mêmes conditions; Hoche, peut-être, y était aussi en Allemagne, et l'histoire éternelle du Général sera celle-là. Lorsque le gouvernement est fort, qu'il marche seul et sans secousse, rien de cet effet ne se manifeste. Mais lorsque le débat règne, lorsque l'anarchie de la parole publique apporte au camp l'écho de ses tumultes et de ses contradictions, l'armée se sent prise de dédain et tourne ses regards vers l'ordre et l'unité, incarnés dans son chef. Je touche ici à notre histoire présente, et il semble que j'en aie voulu parler.

Il est tout simple que des professeurs, vivant dans leurs classes et dans leur mince ménage, réduisent les proportions de l'histoire romaine à quelques aphorismes traditionnels sur les vertus de Cincinnatus et de quelques autres comman-

dants de *gardes nationales* qui allaient escarmoucher à dix lieues de la ville, pour retourner ensuite à leur champ ; il est tout simple encore qu'en langage convenu, ces professeurs dictent à leurs élèves des comparaisons lamentables entre ce stoïcisme forcé et l'*ambition* des généraux qui, plus tard, conquérant la Gaule, et l'Espagne, et l'Asie, oubliaient la république et ses austères vertus. Je passe ces naïvetés aux maîtres, et je n'attends pas d'eux plus de profondeur. Mais je m'étonne que, sortis du collège, les disciples ne secouent pas, au spectacle des choses humaines, cette friperie universitaire dont on nous emmaillotte depuis Rollin.

Il est temps de sécher les larmes traditionnelles que l'on nous fait répandre sur le renversement de la république. Voyez comment parle Plutarque, tout imbu qu'il était des vieux dogmes de liberté : « Les tribuns dominaient alors
« dans Rome, parce qu'ils ne disaient ni ne faisaient que ce qui pouvait plaire au peuple. Ils
« avaient une haine particulière contre Lucullus qui, détestant leur vie criminelle, leurs
« amours infâmes et leur vie crapuleuse, leur
« était opposé. »

Voyez aussi, dans Valère Maxime (1), s'il a

(1) Livre ix. De luxuria et libidine.

fallu attendre la venue des césars pour qu'on vît s'effacer l'austérité romaine, et que les excès d'orgueil ou de débauche fussent donnés en spectacle au monde par les premiers de l'État. C'est Métellus Pius, le héros du temps (1), qui se laisse élever des autels et accepte l'encens à son entrée dans les villes d'Espagne; qui fait entrecouper les jeux publics par d'immenses festins, où il assiste revêtu de la robe triomphale et le front ceint de couronnes d'or qui descendent ingénieusement du plafond, comme si elles venaient d'une main céleste. C'est Gémellus, l'huissier des tribuns, qui donne à ces magistrats du peuple et au consul Métellus Scipion une fête qu'aurait acceptée Héliogabale. On y traîne Mucia et Fulvie, deux femmes nobles, enlevées, pour l'occasion, l'une à son mari, l'autre à son père, et cette prostitution n'est pas la plus honteuse (2).

On conviendra que les indignations de Tacite arrivaient bien tard.

Suivez avec saint Augustin (3) cette longue série de crimes, de désolations, de désastres; parcourez ces annales de meurtre et de sang qui

(1) *Ibid* Princeps suorum temporum.

(2) Livre ix. Lupanari enim suæ domi constituto.. et nobilem puerum Saturninum in eo prostituit.

(3) *La Cité de Dieu*, liv. III.

ont précédé l'apparition du christianisme, et vous direz si l'établissement d'Auguste n'était pas une nécessité.

Les césars sont venus parce qu'ils devaient venir, et que le cours des choses voulait qu'ils vinssent. Jusqu'à ce que l'homme change de nature, il faudra toujours que la force s'insurge contre la discussion, lorsque la force est grande et que la discussion est petite. Encore plus nécessairement, si la discussion engendre le chaos, comme ce sera toujours son extrême attribut. Là en était venue Rome, meurtrie et déchirée, saturée de discours, décimée par les proscriptions, et jetant un dernier coup d'œil sur sa tribune aux harangues, pour y apercevoir, insolemment posée par un soldat, la tête sanglante du plus éloquent de ses orateurs.

Ce n'est pas tout que d'expliquer l'avènement des césars. Il faut dire encore comment leur époque ne fut pas celle que l'on dépeint, une époque de décadence historique.

Si le calme, la grandeur, le repos, sont des conditions heureuses pour l'humanité, nulle ère au monde n'a offert, en ce sens, un plus complet spectacle que le temps d'Auguste. De ce qu'on nous apprend dans les collèges, c'est, à coup sûr, ce qu'il y a de plus vrai. Grâce à Virgile, à Horace, on n'a pas pu nous gâter cet âge d'or.

Vous sentez, dans la satisfaction de leurs vers, comme un soupir de joie du monde, délivré enfin de ses longues agonies de guerres civiles; quelque chose d'analogue à l'aspect d'un pays où cesse le choléra. Quelle expansion, quel rayonnement dans les Bucoliques!

Deus nobis hæc otia fecit!

Nous pouvons comprendre cette béatitude, nous qui avons vu les journées de juin 1848 et ce qui les a précédées.

Et cet Auguste, maître de l'empire, habitait une petite maison, et sa femme lui tissait elle-même ses manteaux. Il allait à pied dans Rome, seul et saluant les passants, coiffé d'un vieux feutre gris, comme nous l'apprend Suétone. Il pouvait oublier sa jeunesse; il avait donné la paix à l'univers.

Qu'on ne dise pas que ce fût là une exception.
« Quatre-vingts années de bonheur, interrom-
« pues seulement par le règne de Domitien,
« commencèrent à l'élévation de Vespasien. On
« a regardé cette période comme celle où le
« genre humain a été le plus heureux (1). »

Je voudrais savoir, en effet, si le monde, régi

(1) Chateaubriand, *Études historiques*, t. I.

d'une manière uniforme par le sens droit et profond de Trajan, d'Adrien, d'Antonin, de Marc-Aurèle, a pu regretter les discordes *libres* des siècles passés. En y réfléchissant, je le crois. Dès que l'homme est loin du danger, il ne tient plus compte de sa quiétude. La Grèce, dans le doux repos de son existence, a dû songer, avec envie, aux déchirements du Péloponèse, même aux trente tyrans, et il devait se trouver à Athènes, à cette époque d'universelle félicité, quelque avocat pour rappeler les beaux jours où Socrate, buvant le poison, le recevait, du moins, de sa propre patrie!

Il y a, dans la période des césars, trois phases très-distinctes. La première, dont j'ai défini le sens, et qui fut la suite de l'établissement d'Auguste. C'est ce que nous pouvons appeler la période sénatoriale. Jusqu'à la mort de Pertinax, le César, qu'il fût élu par le grand corps légal, ou imposé à son choix par une armée, n'était pas revêtu d'un autre caractère que ne l'avaient été ses prédécesseurs. Rien, au dehors, ne distinguait sa famille, si ce n'est un siège particulier à l'amphithéâtre, et le feu que l'on portait devant sa femme (1). Mais à la suite de cette vaste

(1) *Manentibus adhuc Lucillæ principatus insignibus... nam et sella imperatoria sessitare in theatro, et ignem de more præferri (Commodus) patiebatur.* (HÉRODIEN, liv. I, p. 23.)

lutte qui divisa le monde entre trois compétiteurs, Albinus, Pescenius Niger et Septime Sévère, le vainqueur devint un maître réel. Toutes les disputes de suprématie s'étaient passées, jusque-là, près de Rome. Cette fois, l'Europe entière et l'Asie elle-même prenaient part au débat. C'est du fond de la Grande-Bretagne que partaient les légions d'Albinus ; Niger arrivait des bords de l'Oronte ; deux continents étaient en armes pour cet immense conflit, dont le terme fut à Lyon, après une campagne commencée à Antioche.

L'homme rude et sec auquel revenait le prix, voulut l'avoir tout entier. Septime Sévère est une des plus curieuses figures de l'histoire. Il est le premier dont la querelle ait agité le monde connu ; le premier aussi qui se soit senti maître de ce monde, au nom de la grande loi de la force. Il était digne, d'ailleurs, du succès. Dans la rapide et vaste expédition contre ses deux rivaux, son génie lui prêta cette célérité de ressources militaires que Napoléon seul a retrouvée après seize cents ans. Il était vieux et rongé de goutte (1), et n'en marchait pas moins, tête nue, au milieu des tourbillons de neige, conduisant, sur les glaciers des Alpes, une armée qu'il ra-

(1) Hérodien, p. 117.

menait des côtes de la Syrie (1). Sans pitié pour les autres, ainsi que pour lui-même, il ne souffrait pas un murmure, il ne pardonnait pas un délit. Exact, dur, sobre, chaste, il avait toutes les froides qualités qui ne viennent pas du cœur, tous les froids défauts qui ne tiennent pas aux passions.

Ce maître dut étonner Rome. Il n'y apporta aucun des vices ni aucune des vertus qu'elle était habituée à voir tour à tour sous la pourpre impériale. Il lui fallut se faire à un régime de discipline rigide, que les temps de Cromwell pourraient seuls rappeler.

Rome eut, en outre, à connaître des dogmes nouveaux. Des légistes, restés célèbres, professèrent, pour la première fois, le droit du César à l'obéissance absolue. Papinien et Ulpien érigèrent en doctrine ce principe dont les Romains n'avaient jamais conçu l'idée (2). Là est un commencement de monarchie perpétué sous les empereurs militaires, Claude le Gothique, Aurélien, Probus et leur suite.

La troisième période s'ouvre à Dioclétien. C'est alors qu'existe un empire tel que nous le comprenons aujourd'hui. Le chef est entouré

(1) Hérodien, p. 139.

(2) Dion. Cassius.

des pompes de l'Orient ; il revêt, aux yeux des peuples, le caractère idolâtrique des souverains que l'islamisme a créés depuis. Sa tête est ceinte du diadème ; les eunuques peuplent son palais ; il ne sort qu'entouré d'un immense cortège ; on lui parle à genoux ; ce n'est plus ni un homme ni un maître ; c'est une sorte de Dieu. En ce temps-là, pourtant, le vrai Dieu manifestait sa puissance. Les martyrs périssaient au Colisée, confessant la nouvelle foi, et le paganisme étonné devait sentir sa fin prochaine.

IV

LES PRÉTORIENS.

Le poète Claudien, que j'aime à citer, nous apprend que, pour les soldats romains, la patrie était aux lieux où Stilicon avait planté ses aigles (1). Cette phrase explique le temps entier des césars, et servira d'explication aussi, jusqu'à

(1) Et quocumque loco Stilicho tentoria ponet,

Hic patria est.

(CLAUDIEN, *In rufinum*, livre II.)

la fin des siècles, à ce qui surgira de tous les temps troublés. Stilicon fut, à vrai dire, le dernier César, quoiqu'il n'ait pas porté la pourpre, et qu'il ne fût que le général de ce triste Honorius, momie couronnée à la façon de Charles II d'Espagne, et inférieur encore à Charles II, qui avait au moins le goût de la chasse. Et ce que dit Claudien du vainqueur d'Alaric, on peut le dire de tous les Césars, à partir de Galba, premier élu et première victime de la volonté militaire. La source de l'institution était là. La famille d'Auguste éteinte, il fallait bien que l'institution suivît son vrai cours. La garde prétorienne, fixée à Rome, à la solde particulière du César, avait cette hautaine attitude, si familière à des soldats oisifs et largement payés, qui sentent leur importance, et sont aussi durs au maître qu'à ceux contre lesquels ils doivent le protéger. Leur nombre, qu'on s'exagère, n'a jamais dépassé le chiffre de seize mille hommes, auquel l'avait porté Vitellius (1). Cette garde impériale, créée par Auguste, qui, suivant l'heureuse expression de Gibbon, « savait que la loi colore, mais que la force maintient », avait une solde double de celle des autres troupes, et occupait un camp retranché sur les hauteurs des monts Quirinal

(1) Juste Lipse, *De Magnitudine romanâ*.

et Viminal. Placée comme une menace perpétuelle contre le peuple et contre le sénat, elle assurait la tranquillité de la rue, en même temps que celle des délibérations. Le César pouvait siéger, sans préoccupations, au temple de la Fortune, laisser, en apparence, la discussion très-libre autour de lui, et se voir contredire sur les petites choses, sans crainte d'opposition sur les grandes.

Cet auxiliaire formidable du pouvoir a ses charges ; la plus forte est l'obligation de l'entretenir par une générosité toujours croissante, et d'éviter les surenchères des concurrents. Le mépris du gouvernement civil et la foi au sabre deviennent les règles de conduite qui animent de tels corps armés. Peu leur importent le droit et le sens ; peu leur importent les précédents et l'avenir ; ils ne tiennent compte ni de ce qui se pense, ni de ce qui se dit. Ils ne voient et n'appuient que ce qui se fait. Et encore faut-il que ce qui se fait soit à leur gré ou à leur avantage, seule logique dont ils aient l'intelligence et l'admiration.

Je suis bien loin de les en blâmer. Les prétoriens de Rome n'étaient pas venus d'une race à part ; ils étaient de l'espèce humaine. Ils n'avaient apporté dans leurs rangs que les penchants éternels et inévitables, inhérents à la nature de

l'homme. Dieu nous a faits pour désirer la force, pour la rechercher dans nous-mêmes d'abord, et dans les autres subsidiairement. Partout, dans nos actes les plus métaphysiques, elle a sa place cachée. A elle tout aboutit, et moins on la montre, plus on ment. Le gouvernement constitutionnel lui-même, avec sa prétention de liberté, est incapable de formuler des lois, sans que la force soit au bout. Pas un décret n'est promulgué qui n'ait pour sanction le gendarme et le commissaire de police, et, s'ils sont insuffisants, la troupe de ligne, pour venir *prêter force à la loi*.

Ne nous récrions donc pas trop contre les prétoriens que nos professeurs de rhétorique nous ont appris à maudire, et oublions cette malédiction comme à peu près tout ce qu'ils nous ont enseigné.

Observons seulement que la force est incompatible avec la discussion, deux choses que le monde moderne a voulu mêler. Pertinax, le plus vertueux, le plus honnête, le plus sincère de tous les césars ; celui qui, après l'immonde passage de Commode, venait ressusciter les traditions antiques de désintéressement et de simplicité ; ce vieillard, qui rappelait l'âge des Scipion, au lendemain des jours où le sénat, en corps, était forcé de crier *six cent vingt-six fois*

dans le cirque : Vive Commode, le premier des gladiateurs (1)!... ce vieillard, dis-je, voulut employer la raison comme moyen de discipline, et il y périt.

« Pouvez-vous, disait-il aux prétoriens ré-
« voltés, croire que vous ferez un grand acte
« en tuant un homme de mon âge ! N'êtes-vous
« pas institués pour défendre l'empereur ? Vous
« commettez un crime qui aura ses suites fa-
« tales, pour vous-mêmes, dans l'avenir. Quel
« mal, d'ailleurs, vous ai-je jamais fait ? Vous
« regrettez la mort de Commode : mais un
« homme qui est né doit mourir. Si vous croyez
« que sa fin ait été avancée, ce n'est, du moins,
« pas moi que vous en supposez coupable. Je
« n'aurais pas voulu que vous souffrissiez de sa
« mort, mais je ne voudrais pas, non plus, que
« vous fissiez usage de violence et de ra-
« pine (2). »

Toutes ces raisons étaient excellentes, mais l'orateur fut massacré.

Après lui, l'empire fut mis à l'encan, et Didius Julianus déclaré adjudicataire de la pourpre, moyennant 6,000 francs de notre monnaie, payés comptant à chaque soldat.

(1) Dion. Cassius, livre LXXII.

(2) Hérodien, p. 80.

Le sénat, malgré ce honteux marché, fit ce que toutes les assemblées feront jusqu'à la fin des siècles ; il se soumit devant le fait, et acclama l'acquéreur. Celui-ci fut massacré à son tour après soixante-six jours d'angoisses, et la logique de son argent ne lui valut pas mieux qu'à Pertinax la logique de ses vertus. Septime Sévère vint en appliquer une autre, et celle-là réussit. A la tête de sa vaillante armée, il entra dans Rome, où son premier acte fut de dissoudre les prétoriens. Il n'y eut pas l'ombre de résistance. Ce grand César les reforma pourtant, mais dans des cadres nouveaux, presque semblables à ceux de nos corps d'élite. Des soldats éprouvés, tirés de la frontière, barbares presque tous, furent choisis avec soin pour cette organisation ; c'était une récompense que d'y entrer, comme c'en fut une aussi, seize cents ans plus tard, d'entrer dans la vieille garde de Napoléon.

Dioclétien supprima définitivement le corps et le nom. Le service du palais fut confié à deux légions de la belliqueuse province d'Illyrie, sous le titre de Joviens et d'Herculiens. Mais, à Rome ou ailleurs, quelle que soit la forme, les prétoriens ont duré et dureront toujours. Il y a eu des prétoriens dans tous les temps. Le mot est romain, mais la chose est universelle. Ce sont

des prétoriens qui ont soutenu Wallenstein en Allemagne, Cromwell en Angleterre, César Borgia en Italie, Bonaparte en France, Espartero en Espagne; et ce sont des prétoriens qui font, en petit, toutes les révolutions actuelles de l'Amérique.

Les strélitz de Moscou, les janissaires de Constantinople et les mamelucks du Caire étaient des prétoriens; avec leur disparition, l'État a changé d'aspect en Russie, en Turquie et en Égypte; le *gouvernement* s'y est fondé, comme se fondent ailleurs les dynasties.

A Rome, il n'y eut pas de gouvernement, dans le sens réel du mot, depuis la mort de Néron jusqu'à la chute de l'empire. Il n'y eut que des hommes se succédant par le hasard ou la violence. Et cela, parce que la société de ce temps, placée entre la décrépitude des dieux et la jeunesse du Christ, sans foi certaine, sans base et sans appui, se trouva tout à coup manquer de ce principe vital des gouvernements, *un ensemble de doctrines admises*. La vieille patrie s'était effacée avec les symboles de son berceau. Les traditions étaient la force du monde antique; elles y flottaient comme dans un nuage fabuleux; le passé avait la forme étrange des songes. L'humanité ne se rattachait, par ses origines, à rien d'absolument humain; tout

royaume avait été fondé par un dieu ; tout grand nom tirait sa noblesse de l'Olympe. Les souvenirs reculés, ceux du moins les plus authentiques, dataient, pour l'univers païen, de l'expédition des Argonautes. Et à voir le dénombrement des chefs, dans le poëme qui nous récite ce vieux voyage, quel Romain, quel Grec n'eût été saisi d'un respect pieux, en lisant les noms d'Oïlée, de Télamon, de Pélée, de tous ces pères des héros prochains de l'Iliade ! Par une suite non interrompue, il y avait dans ce monde merveilleux des relations surnaturelles, qui donnaient une force magique au lien social. Un jour est venu où cette fantasmagorie s'est éteinte par un souffle. L'effort a été vain pour rallumer le flambeau. C'est alors que tout s'est réduit à la puissance du fait, et que l'épée a remplacé tous les codes, toutes les croyances, tous les souvenirs.

Le prétorien, c'est donc la force dans la main de l'homme qui méprise la discussion, et qui, las des bavardages de tribune, vient substituer le fait au mot. C'est l'inévitable issue de tous les débats où la parole engage les peuples ; c'est le corollaire puissant et décisif à tous les théorèmes contradictoires formulés par l'esprit de dispute, qu'on a décoré des noms de philosophie, de raison, de liberté ; c'est la solution à

tous les problèmes posés, dans chaque siècle, par les prétendus réformateurs ; c'est enfin l'extrême raison de tous les calculs humains qui ne peuvent aboutir à rien, sans la force. Et quand je dis la force, je veux dire celle-là même que l'on blâme, et dont on accuse l'excès. Je sais aussi combien on l'aime lorsqu'elle arrive en aide, au moment des grandes nécessités. J'étais dans les rangs de la garde nationale au mois de juin 1848, et je me souviens des bénédictions enthousiastes dont les ex-amis de la réforme saluaient l'artillerie passant sur les boulevards, lorsque le faubourg Saint-Antoine était si menaçant et si près de vaincre. Le général Cavaignac avait là des prétoriens tout trouvés. L'histoire jugera s'il a mieux fait de leur préférer la tribune.

D'autres se garderont de la même voie, et nous le verrons avant peu. En attendant, je ne puis m'empêcher de répéter ce que dit un écrivain très-récent, à propos des révolutions d'Angleterre : « Si Jacques 1^{er} se fût trouvé, au moment de ses entreprises, à la tête de cinquante mille hommes, braves, dévoués et attachés à sa personne, le Parlement anglais n'eût été rien de plus qu'un nom (1). » C'est un whig

(1) Macauley, *History of England, from the accession of James II*, t. 1, p. 28.

qui écrit cette phrase, la plus complète adhésion que je connaisse à la doctrine de la force, surtout dans un pays où ce que nous appelons *l'idée* gouverne exclusivement les mœurs.

V

LES BARBARES.

Les générations actuelles ne peuvent se faire aucune idée de l'effroyable état d'angoisses et d'universelle désolation où fut plongé le monde pendant les deux siècles qui s'écoulèrent entre le principat de Décius (an 251) et la déchéance d'Augustule (476).

Une race étrange, inconnue, partie du Nord comme un vaste débordement, s'était ruée sur l'empire, laissant partout une longue trainée d'incendies, de ruines et de massacres. Son début avait été la destruction de Philippopolis, en Thrace, où cent mille habitants périrent, et la déroute d'une grande armée romaine, commandée par l'empereur, dont on ne retrouva pas

même le corps. Décius semblait avoir prévu que des temps nouveaux survenaient. Au moment même de l'arrivée des barbares, il faisait un retour sur le passé de Rome, et dans un de ces rêves qui bercent souvent les grands cœurs, il imaginait la restauration des mœurs antiques. Lorsque les démolisseurs approchaient, son âme honnête songeait à consolider la mesure, sans calculer que les matériaux en étaient pourris. Il voulut donc rétablir la charge de censeur, oubliée depuis cent cinquante ans, et que Vespasien et Trajan avaient, les derniers, remplie et honorée. On verra là encore, dans ce tardif exemple, que les césars n'agissaient pas en monarques absolus. C'est le sénat qui eut à désigner le titulaire de la haute fonction rétablie. D'une voix unanime, Valérien fut élu. Celui-là même qui, plus tard, empereur, alla chercher une si misérable fin chez les Parthes (1).

Il eut le bon esprit de refuser cet inutile honneur, sachant qu'il est possible de maintenir les mœurs d'un État, mais non de les refaire. La censure n'avait même plus de sens à l'époque de

(1) On sait qu'ayant été fait prisonnier par Sapor, il fut contraint jusqu'à son dernier jour à se placer à genoux, revêtu de la pourpre, et à soumettre son épaule au pied du grand roi, lorsque celui-ci montait à cheval. Après sa mort, on suspendit sa peau, *tannée*, à la voûte d'un temple.

Caton, ce vicieux vieillard, si mal à propos vanté dans nos livres.

L'écho de l'ancienne histoire retentit un moment pour la Grèce. A cette première et formidable invasion, qui devait aboutir au renouvellement social, le passage des Thermopyles fut gardé par une poignée d'hommes, comme au temps de Léonidas. Claude le Gothique, alors simple officier, y était posté avec deux cents chevaux, soixante archers crétois et mille recrues (1). C'est ainsi que préludaient les futurs césars. De nos jours, nous voyons une très-belle lithographie qui représente un petit combat livré par M. Changarnier, chef de bataillon en Afrique.

Quel spectacle ! Les Goths, les Suèves, les Alains, inondent l'Asie Mineure et la Grèce ; c'est un ravage dont nulle tradition n'a l'exemple ; Corinthe est détruite, et le vieux temple d'Éphèse, sept fois reconstruit, ne laisse plus de traces pour la postérité.

Les peuples éperdus s'enfuient comme des troupeaux, courant sur les ruines fumantes, au bruit de cette corne sinistre dont les barbares devaient porter le son jusqu'au pied de la roche Tarpéienne. Tout se mêle et se confond dans

(1) Histoire d'Auguste, page 200.

l'empire, au sein de ce nouveau désastre, vie de rêve et d'hallucination terrible, comme a pu l'être celle des Mexicains de Montézuma lorsqu'apparut Cortez. Je me représente les récits qui se grossissaient de proche en proche, les descriptions fantastiques sur ces hommes grands et blonds, traînant dans des chariots toute leur patrie nomade, et sur ces femmes féroces qui les excitaient au combat. Je me représente l'effroi qui devait gagner cet empire, habitué à se croire seul sur la surface du globe, et à ne considérer ses frontières que comme une limite bienveillante entre quelques sauvages et lui. De cette affreuse confusion naissent dix-neuf césars à la fois ; je m'étonne qu'il ne s'en soit pas trouvé un plus grand nombre. Odénat et sa femme Zénobie, Ingénuus, Posthume, Tétricus et Pison furent les plus marquants. Ce dernier nous rappelle un des vieux noms de Rome, et l'on retrouve, avec une triste joie, à ces dates lointaines, un dernier descendant de Numa.

Pendant ce temps restait à Rome, tranquille et joyeux, le vrai césar : il se nommait Gallien. Sa vie s'écoulait en douce philosophie et en mots plaisants. La peste décimait le monde ; il n'en riait que mieux, et faisait là-dessus de petits vers. Pour lui, ce grand cataclysme de Goths n'était qu'une matière à épigrammes sur l'insta-

bilité des empires ; les jeux sanglants du cirque lui offraient des occasions de montrer sa joviale humeur. Un orfèvre, qui avait vendu de faux bijoux à l'impératrice, fut condamné aux bêtes, et devant tout le peuple, au moment où ce malheureux, dans les transes de l'agonie, attendait la terrible étreinte d'un tigre, l'empereur fit un signe au belluaire, qui lâcha dans l'arène... un chapon ! Les huées de la foule vengèrent suffisamment le César. Je ne sache pas que Robespierre ait essayé jamais de ces gaietés.

Le chaos était à son extrême limite. L'empire fut divisé, trop grand contre tant d'assauts interminables ; Valentinien et Valens se le partagèrent, l'un pour garder l'Occident, l'autre pour défendre l'Orient.

Ce plan n'était pas nouveau. La force des choses l'indiquait, même avant les secousses du troisième siècle. Déjà le partage du monde romain avait été résolu entre les deux fils de Septime Sévère (1). Byzance devait appartenir à l'empire d'Occident, et cela suffisait pour changer toute la scène historique de l'avenir. Antioche eût été la capitale de l'Orient, ville asiatique, dont la chute n'aurait pas eu de conséquence directe en Europe. Les deux parts semblaient,

(1) Hérodien, p. 482.

de cette façon, très-raisonnablement faites. Une mer les séparait, assez étroite pour permettre le secours mutuel, assez spacieuse pour créer une garantie de défense isolée.

Caracalla n'était pas homme à se soucier de cette haute politique. En tuant son frère, il ajourna la question. Disons, en passant, que ce prince, dont la trace n'est celle que d'un fou cruel, fut pleuré des soldats, tout comme Néron l'avait été du peuple. Que croire, en fait de documents historiques ? Ce qui me ferait admettre les récits sur Caracalla, c'est le témoignage analogue de notre génération, qui se souvient de Collot-d'Herbois, détruisant Lyon par vengeance des sifflets qu'il avait subis, comme acteur, sur le théâtre de cette ville. Caracalla, dit-on, ne mit Alexandrie à feu et à sang, qu'en haine des railleries dont il y avait été couvert. Ce que nous avons vu a pu se voir ; mais du tribun ou du César, quel est le pire ? Et lequel préférer, du régime qui vous donne un seul maître pour se passer de ces féroces plaisirs, ou de celui qui vous livre aux rancunes de tous les comédiens hués ? J'ai bien mon avis là-dessus, mais je laisse à chacun le soin de conclure.

L'empire était donc partagé. Le faible et bigot Valens eut le plus mauvais lot. Pendant que son frère, paisible à Milan, élevait, dans sa cham-

bre, deux ourses femelles, l'une nommée *Innocentia* et l'autre *Mica aurea* (1), il avait à subir l'immense marée barbare dans laquelle il fut englouti. Le désastre de Décius eut son second acte, plus terrible encore et plus retentissant. Jamais carnage, dans les fastes humains, n'égala celui des champs d'Andrinople. L'empereur fut brûlé vif dans une grange, et les légions, étouffées par des masses de barbares, périrent, sans pouvoir se servir de l'épée.

Ces étranges événements ne s'accomplissaient pas seuls. A côté d'eux marchait un autre ordre de phénomènes tout aussi nouveaux pour l'esprit antique. Des sectaires, prêchant la fraternité, la douceur, l'obéissance, prêchant surtout l'égalité des hommes devant Dieu, dans un pays peuplé d'esclaves, avaient grandi de sorte à inquiéter l'État. Les persécutions n'avaient fait qu'augmenter leur force, et, au milieu des dangers de l'empire, il s'était trouvé un empereur pour adopter leur foi. Constantin avait embrassé le christianisme, auquel sa vie ne fit pas honneur. Il n'en fut pas moins le plus grand instrument dont Dieu se soit servi parmi les hommes. La bataille du pont Milvius avait marqué la date de l'humanité depuis la naissance du Christ ; le

(1) Ammien Marcellin, liv. XXIX.

Labarum avait donné droit de cité à la croix , dont le domicile était déjà pris dans les âmes.

Les Barbares se mêlent à la doctrine nouvelle ; des évêques prisonniers consolent et guérissent les malades sous les tentes sauvages où ils traînent leurs fers. On les respecte , on les écoute , on les croit. Les Goths deviennent meilleurs chrétiens que l'empire chrétien qu'ils attaquent : et à ce moment , où toutes les traditions sont perdues , où les oracles sont oubliés , où la Sibylle n'est plus qu'un souvenir , où vient de s'effacer l'effort de Julien , ce spirituel et vaillant philosophe , qu'on appelle bêtement l'*Apostat* (et qui ne fut qu'un *conservateur* à la façon moderne) , il fallait bien que l'empire s'écroulât.

Théodose ne put qu'arrêter la chute. Le césarisme était chez les Barbares , aussi bien que chez les Romains. Une fois chrétiens , et sans cesse campés dans l'Italie , sans cesse en négociations avec les empereurs ou les prétendants à l'empire , ils avaient fini par se mêler à toutes les affaires du temps , sans qu'il fût possible de les en éloigner désormais. Alaric était devenu général romain ; cet homme fatal , qui devait prendre et saccager la ville éternelle , n'était plus , au moment de cette grande catastrophe , un barbare se jetant sur la civilisation ; c'était un lieutenant révolté de César.

Il y avait longtemps, d'ailleurs, que le manteau de pourpre n'était échu à une famille romaine. Maximin était un paysan de la Thrace, Philippe un brigand arabe ; Aurélien était né en Illyrie ; Dioclétien était le fils d'un esclave ; Théodose était Espagnol. Un nom seul, au milieu de cette foule parvenue, garde un reflet de la patrie. C'est celui de Tacite, descendant de l'historien. Ce vieil empereur, qui avait voulu faire placer, dans toutes les bibliothèques publiques, les livres de son illustre aïeul, n'eut pas le temps de voir exécuter son décret. Rome, dans le tumulte du présent, avait hâte d'en finir avec le passé.

Les Huns arrivent, plus affreux, plus cruels, plus rapides encore que les autres Barbares. C'est une immense nation à cheval, les Cosaques de l'antiquité, semant l'horreur et l'effroi parmi les Goths eux-mêmes. Le chef qui les commande aura un nom immortel. Si peu qu'il nous soit connu, disons qu'il était un grand homme. Attila, dans sa course inouïe à travers l'Asie et l'Europe, n'a laissé de traces que celles de ses ravages ; mais il a fermé le livre du monde antique, et c'est à partir de lui que commencent les temps nouveaux. Et, comme par un dernier dédain, en mourant il lègue à l'empire le fils

de son secrétaire pour clore la liste des césars (1).

Rome, depuis cette chute, ne se releva plus. Le royaume d'Italie, fondé par Odoacre, ne la compta que comme une de ses villes, où les Goths souffraient encore qu'un conseil municipal s'appelât le sénat. Après soixante années, Bélisaire vint, au nom de vieux souvenirs, planter les aigles sur le Capitole. Bélisaire parlait le grec ; ses soldats étaient Huns, Hérules, Vandales ; singuliers instruments d'une restauration romaine ! Les hardis combats de ce preux, qui présageait la chevalerie, ne furent qu'un de ces épisodes inutiles et brillants, destinés à illustrer la fin d'un empire, comme la campagne de France au terme des exploits de Napoléon. Je me trompe, la fin ne fut pas là. Étrange bizarrerie du destin ! Ce gigantesque État, créé par douze siècles de héros, eut pour dernier capitaine, pour dernier triomphateur, un eunuque ! Seul, dans l'histoire, un de ces êtres sans sexe a commandé des armées ; et, celui-là, de sa main débile, habituée à la quenouille et aux fuseaux, a tenu l'épée glorieuse qui renversa la monarchie des Goths sur la terre de Romulus. Narsès était déjà vieux, lorsque la faveur de l'impératrice Théo-

(1) Augustule.

dora lui donna le commandement qu'avait occupé Bélisaire. Les rires ne manquèrent pas à Constantinople. Ce général sans barbe, à la voix féminine, à l'air timide et fin, au corps grêle et petit, semblait étrangement choisi contre ces rudes guerriers qui suivaient Totila, dont la courtoisie, la magnanimité, la clémence, faisaient la honte de l'empire grec. Il se trouvait que le roi goth représentait l'ancienne Rome, et que l'armée romaine ne comptait que des Barbares dans ses rangs. L'eunuque, cependant, malgré les murmures, montait patiemment à cheval, et conduisait son armée avec une rare prudence, à travers mille obstacles qui le séparaient de l'Italie. Il arrive, et les lauriers de Tagina le vengent de tant de sarcasmes. Totila, tué dans la bataille, laissa Rome et la péninsule entière au pouvoir du vainqueur.

Narsès est un personnage unique dans les annales humaines. Sa froide bravoure, son ascendant sur les troupes, sa ténacité dans les entreprises les plus périlleuses, son magnifique gouvernement de l'Italie conquise par ses armes, pendant les quinze années où Justinien l'y laissa, sont, pour l'histoire, un de ces *cas rares*, à la façon de ceux que remarquent les médecins. Concluons-en que les théories matérialistes ont tort, et que l'âme de l'homme est

l'homme lui-même, pourvu qu'elle soit grande et forte, et qu'il en ait le sentiment.

Un caprice de cour voulut rappeler à Narsès qu'il était eunuque du palais avant d'être général de l'empire. L'impératrice Sophie menaça de lui faire filer encore le chanvre ou la laine au milieu des femmes, raillant ainsi sa gloire et ses quatre-vingt-dix années. Le vieux héros fit une terrible réponse à cette injure : je vais, dit-il, tirer de ma quenouille une telle fusée, qu'on ne la démêlera pas de sitôt.—Et il appela les Lombards. L'histoire romaine était finie.

VI

LES TEMPS ACTUELS.

A l'heure où j'écris (juillet 1850), le souvenir des révolutions s'éteint. Pour quelques mois de calme, pour le silence momentané des passions populaires, la bourgeoisie se tient satisfaite et croit que le *socialisme* est mort. On admire ce repos subit, et l'on se dit que tout est terminé. Il y en a qui sont prêts à rire de leur peur d'hier

et qui se tâtent pour savoir s'ils étaient bien éveillés au temps des ateliers nationaux. Je leur prédis qu'il vaudra mieux se faire cette question plus tard, en se rappelant la quiétude présente; que ce qu'ils ont vu est un simple prologue; que la tragédie est à son début, et qu'ils ont, pour leur vie, des places de choix à un spectacle curieux. Je ne dis pas que le théâtre sera commode et sûr; plus d'une fois, sans doute, il s'écroulera sur les spectateurs.

Mais ce n'est pas sans motif que j'ai fait l'évocation du passé. A ces époques, dont on vient de voir la rapide esquisse, le monde, bouleversé par une si longue tempête, croyait toujours au port prochain. Après la seconde invasion des Barbares, sous l'empereur Valens, Ammien Marcellin, racontant le désastre, ajoute que ce sera là leur dernier succès, et qu'un Marius se retrouvera pour en finir avec les Cimbres nouveaux. Et lorsque Théodose eut joué ce rôle attendu, chacun s'imagina que *la question des Goths* (pour employer notre style de basoche parlementaire) était *vidée*. Quatre générations eurent encore à s'en occuper longuement.

Ainsi de nous. Je demande au lecteur s'il y a plus de motifs de sécurité dans le dix-neuvième siècle, avec les barbares intérieurs dont nous

avons subi l'invasion récente, que n'en avaient les Romains du quatrième, à l'apparition des hordes du Nord ? Ces peuples arrivaient, poussés par l'instinct de rapine, au pillage des richesses de la civilisation ; leurs flots pressés se succédaient sur cette terre romaine, et, refoulés, ils revenaient toujours. Là est le soleil, là est la vigne, là est l'or. Ce fut le mot d'ordre des Barbares, et cette grande croisade au nom des appétits matériels, nous la retrouvons aujourd'hui. Ne croyez pas combattre des doctrines. Vos lois, si belles que vous sachiez les faire, ne sont que d'impuissants placards, comme les proclamations aux jours d'émeute. Les philosophes, vos pères, vous ont appris tout ce que vous condamnez dans les masses. Le collège vous a fait applaudir, par avance, aux excès que vous voulez réprimer. Vous avez ri de Dieu devant vos domestiques, devant vos enfants. Vous avez maudit et raillé tout ce que vous voulez faire bénir et vénérer maintenant. Je parle pour moi comme pour mes contemporains ; mais je ne suis pas de ceux qui pensent à un succès de ce revirement d'idées, et qui se persuadent qu'après avoir enivré un homme, il suffit, pour le rendre raisonnable, de lui parler raison. Le mieux à faire, c'est de le mettre de force dans son lit.

Que veulent dire, par exemple, les lois réactionnaires auxquelles on s'applique avec un zèle si fervent? Elles ne signifient rien, si ce n'est qu'au sein de l'assemblée qui les vote, une centaine d'hommes a dépassé, en nombre, le chiffre de ceux qui étaient d'un avis opposé.

Beau motif pour changer la tendance d'un siècle! Et le profond respect dont les peuples doivent se trouver saisis! Qui donc peut se faire une si folle illusion, que de croire à l'efficacité quelconque de ce qu'on appelle aujourd'hui une loi? Et quel est cet enfantillage qui saisit des hommes graves et vicieux, à ce point de les conduire chaque jour au palais Bourbon, pour s'agiter, se passionner même, à ce jeu risible! Il y a vingt millions de Français qui ne daignent pas savoir de quoi l'on y cause. Loi faite, loi défaite, loi refaite, loi rapportée, tout cela en huit jours; telle est souvent l'histoire présente. O dix-huitième siècle, que ta place sera triste et humiliée dans le tableau futur de la marche humaine! Tu as tout arrêté au nom du progrès, tout avili au nom de la dignité, tout amoindri au nom de la grandeur. A Dieu, aux croyances, aux traditions, au dévouement, à l'amour, à tout ce qui élève et poétise l'homme, tu as substitué la sèche algèbre de la raison. Tes rhéteurs et tes railleurs ont fait le vide autour de notre âme;

ils l'ont laissée dans la pénible asphyxie du doute, et l'ont livrée ainsi à toutes les expériences de leur analyse. Tu nous a jetés dans les abîmes de la dispute et de l'abstraction. Tu as détruit le cœur pour honorer l'esprit, et tu n'as su finir que dans l'effroyable chaos de tes œuvres!

Ce chaos s'est réglé un moment. Si jamais décisive épreuve a été faite sur la terre, de ce que peut le dogme d'autorité pour guérir de ces maux qu'on croirait incurables, c'est celle dont Napoléon a rendu le monde témoin. Sublime spectacle, devant lequel la raison, si elle existait, se serait démise de son orgueilleuse dictature. Il en sera d'elle, un jour, pour nos arrière-neveux, comme de ces lointaines traditions de l'humanité dont les mythologies nous ont conservé le bruit confus dans la légende grandiose des Titans. L'escalade du ciel n'est pas plus téméraire que l'entreprise des libres penseurs; folie physique et folie morale se ressemblent; à entasser des montagnes ou à entasser des arguments, il y a la même peine perdue. Encelade y périt et reste enseveli sous l'Etna; Marat y meurt et trouve un égout pour dernière tombe.

Napoléon fut le Jupiter de cette révolte moderne. Mais, pas plus que Jupiter, il n'a duré. CELUI qui dure et durera éternellement, nous

réserve des leçons plus complètes, dont il est déjà possible d'apercevoir la suite et le sens. Étudions les faits. Luther insurge l'esprit contre la croyance. Il proclame le droit de libre examen. Des questions religieuses, le droit s'étend aux questions politiques ; la déduction est simple : qui a discuté Dieu peut discuter l'homme, et les gouvernements qui ont secondé la réforme devaient comprendre qu'ils se tuaient eux-mêmes, du moins pour l'avenir. Mais ils avaient à faire ou à ne pas faire cette réflexion égoïste, et si leur parti pris eût dû produire un utile résultat, je n'aurais pas à les en blâmer. Quel est le résultat, après trois siècles ? L'installation du bavardage à la tête des États ; les grandes affaires des peuples livrées à des débats sans dignité, où il suffit de l'absence d'un homme sur trois ou quatre cents, pour que le monde soit en feu, en conséquence du vote émis ; les passions du quart d'heure substituées aux plans longuement médités ; les petites ambitions de tout étage réagissant, chaque jour, sur les plus hautes résolutions du pays ; l'incertitude constante dans la marche nationale, sans cesse remise au hasard d'un scrutin ; l'extinction graduelle de tout sentiment patriotique ou moral, à mesure que se manifeste l'incohérence des décisions, et que se devine l'égoïsme qui les amène.

Le grand progrès que d'avoir remplacé les couronnes par des toques d'avocat, pour n'avoir aujourd'hui qu'à siffler cette métamorphose ! Ce n'est pas moi tout seul qui siffle, c'est l'Europe entière ; et il n'est pas un de mes lecteurs qui ne confesse avoir sifflé souvent. On aurait dû s'attendre à cette déception, si la logique servait à quelque chose. Mais l'erreur éternelle des générations, depuis que la foi s'est ébranlée, a été de chercher des institutions qui rendissent l'homme RAISONNABLE.

La solution de ce problème est aussi impossible que celle de la quadrature du cercle, parce que les deux problèmes reposent sur une équivoque de mots. Les fous qui cherchent à trouver un carré égal en surface à un cercle, oublient que l'unité de mesure des surfaces est, pour nous, une petite mesure *carrée*, dont l'accumulation, quelle qu'elle soit, et dans ses moindres diminutifs, ne pourra jamais s'accommoder complètement à une figure terminée par une ligne *courbe* ; qu'il n'est donc permis d'adapter à celle-ci un tel genre de mesure (le seul que nous ayons), que par une approximation aussi rapprochée que l'on voudra, sans atteindre jamais à la vérité extrême. Tout aussi bien, chercher un mode de gouvernement ou de législation par lequel les hommes deviendraient forcément sensés,

bienveillants, surtout justes, lorsque la nature les a faits passionnés avant tout, c'est chercher une chimère. Vous créez un homme artificiel dans vos livres et vous réglementez pour lui. Mais cet homme, où est-il ? Ai-je vu encore des assemblées quelconques accepter le dogme de la souveraineté, en matière de discussion et de vote ? J'ai toujours vu, depuis l'infime échelon des conseils municipaux, jusqu'au degré si élevé des conseils parlementaires, la minorité se retirer mécontente et saisir toutes les occasions pour faire éclater ses ressentiments au dehors. Tout le monde sait cela, et je n'apprends rien à personne. Je veux seulement apprendre à quelques-uns qu'il y a matière à réfléchir là-dessus. La *passion* est l'essence de l'homme, et l'on pose la donnée du problème sur la *raison*. C'est la mesure carrée que l'on veut adapter au cercle.

Je croirai aux institutions, aux théories modernes, lorsque j'aurai constaté qu'un orateur, contredit par un autre, est venu dire à la tribune qu'il se reconnaît vaincu ; lorsque j'aurai vu un jeune homme, amoureux d'une jeune fille, laisser son cœur à un rival plus aimé, en admettant qu'elle a raison dans son choix ; lorsque j'aurai vu un magistrat du parquet refuser de faire un réquisitoire dans une cause d'adultère, en don-

nant pour motif que ce genre de crime lui est familier, et que, dans sa bourgade, il s'y emploie aussi coquettement qu'il le peut; lorsque j'aurai surpris l'impartialité d'un juge de quelque ordre qu'il soit, vis-à-vis du plaideur qui lui a fait tort ou injure; lorsque aura lieu le refus formel de tout fonctionnaire de se prêter à une protection de famille ou d'amitié; lorsque j'aurai vu disparaître de la scène publique la colère, l'orgueil, l'envie, et le reste des péchés capitaux; lorsqu'enfin j'aurai rencontré l'homme mathématique duquel on part pour fonder les systèmes sous la formule desquels nous vivons.

Le chef-d'œuvre, parmi les bienfaits de ces systèmes, appliqués à la vie civile c'est, dit-on, l'institution du jury. Douze citoyens, renfermés dans une chambre, sont prévenus, au nom de la loi, que leur devoir est de ne pas se préoccuper des conséquences de ce qu'ils vont résoudre. Opération très-simple de l'esprit, pour l'homme mathématique dont j'ai parlé, pour l'homme de J.-J. Rousseau et de tant d'autres créateurs, mais qui, pour l'homme créé par Dieu, ne manque pas d'être difficile. Il s'agit de dire oui, lorsqu'on sait qu'une tête tombera sur ce seul mot, et il ne faut pas songer à cette tête. Si vous y songez quelque peu, si vous craignez les cau-

chemars, si vous écoutez votre femme qui vous supplie de ne pas vous mettre ce souvenir sanglant sur la conscience, vous n'êtes plus le juré de la loi, vous êtes un juré détestable. Ayez chez vous les faiblesses et les préjugés humains, on vous les passe; mais là, dans cette salle, il vous faut devenir un être abstrait, une pure machine métaphysique. Voilà l'inconcevable effort que l'on exige de l'homme sur sa nature intime, dont il ne pourra jamais se dépouiller! Je comprends l'accusé soumis *au jugement par ses pairs*; mais vouloir que les pairs, sans *juger*, se bornent à *dire*, avec ordre de ne point comprendre la portée de ce qu'ils diront, cela me paraît le dernier pas de l'absurdité philosophique, au delà duquel on ne saurait aller dans la négation des instincts humains.

En Angleterre, où l'esprit libéral va si maladroitement choisir ses exemples, cette fausse institution n'a jamais manqué d'apporter son tribut d'erreur et de sang à toutes les époques passionnées. La fameuse Chambre étoilée et le Tribunal révolutionnaire n'ont pas condamné plus d'innocents que les jurys anglais de 1679, lors du prétendu complot des papistes. Les haines protestantes, tout échauffées de leurs imprécations de la veille, venaient siéger le lendemain, sous la fiction d'impassibilité, dans le banc de justice.

L'homme n'est pas né pour ces austères métamorphoses.

Très-heureusement un retour s'est fait sur cette fausse voie. Mais, ainsi qu'il arrive toujours, l'opinion ne s'est ravisée que lorsqu'elle en avait un peu moins raison. L'admission des circonstances atténuantes, accordée au jury, le rapprochait des fonctions du juge, et détruisait une partie de son élément faux. Ce qui en restait n'a que mieux éclaté aux regards. Une foule de verdicts indulgents, en très-graves matières, ont soulevé des indignations nombreuses; et je puis dire, sans crainte d'être démenti, que l'idole trébuche sur son piédestal.

La liberté de la presse, cette autre conquête si vantée, qu'on eût fait, pour la conserver intacte, le sacrifice de toutes les autres, commence aussi à perdre de sa popularité. Ce que l'on vient d'en dire dans la discussion législative sur le rétablissement du timbre (juillet 1850) aura frappé de stupeur l'Europe entière, et ces paroles si nouvelles, cette appréciation si dure de ce qu'on appelait, il y a deux années, *un instrument civilisateur, un pouvoir, un sacerdoce*, ne sont cependant que l'expression réelle de l'opinion présente. Comme s'il n'eût pas été facile de prévoir, dès l'origine, ce que pouvait amener d'excès et de périls cette absolue liberté d'écrire! Mais

c'était toujours la fiction de l'homme *raisonnable* qui dominait les esprits; si l'on eût bien voulu penser à l'homme *passionné*, qui est le vrai, on nous eût épargné de grands maux, et nous ne verrions pas de graves personnages se frapper si tard la poitrine, au souvenir de leurs écrits et de leurs discours. Que de gens aujourd'hui diraient, comme M. de Fontanes au commencement du siècle : « Je ne me croirai jamais « libre dans un pays où il y a la liberté de la « presse! » Pourquoi? Pour avoir assisté à un début de révolution, pour avoir eu peur d'un second 93, pour avoir lu quelques écrits de MM. Louis Blanc et Proudhon, et avoir constaté l'effet qu'ils produisaient sur les masses. Rare nouveauté, vraiment! Et comme cela était une révélation inattendue! Afin de répandre, selon votre jargon philosophique, *les lumières*, vous avez demandé que chacun pût se saisir d'un flambeau, et vous n'avez pas su deviner que quelques-uns en feraient une torche!... Ce dogme inouï de la raison a rendu l'espèce humaine insensée.

Il a fallu, pour que l'exemple eût sa suprême sanction, que le représentant vénéré du principe de foi se soumit lui-même à ces épreuves. L'histoire de Pie IX est récente, et l'on connaît le triste résultat de son essai des doctrines libé-

rales. Le saint Pontife n'avait, pour prévoir cette issue, qu'à relire l'histoire des conciles, et à méditer les paroles de Théodose aux évêques réunis à Éphèse, en dissolvant leur tumultueuse assemblée, où se jugeait l'hérésie de Nestorius : « Dieu m'est témoin que je ne suis pas
« l'auteur de ce désordre. Sa providence saura
« distinguer et punir les coupables. Retournez
« à vos diocèses, et puissent les vertus particu-
« lières de chacun de vous réparer le scandale
« et les maux que votre réunion a causés (1) ! »

Si la DISCUSSION entre prélats remplis des pieuses convictions du cinquième siècle, avait amené les troubles qui ensanglantèrent alors Éphèse, il était facile de s'attendre à ce qu'elle devait produire entre bourgeois de notre époque sans vertus.

Mais à la suite de toutes ces illusions de notre vie entière, le *réel* est enfin apparu. Au bruit de tant de trônes brisés, au souffle de l'ouragan populaire déchaîné sur le continent européen, la véritable force sociale, engourdie depuis Napoléon, a repris son ressort. Les armées, secouant la honte des faciles défaites que l'esprit moderne leur avait surprises par le mot d'ordre menteur de la fraternité, se sont ralliées dans

(1) Gibbon, t. VIII, chap. XLVII.

leur éternelle puissance, et ont terminé les débats. Vienne et Berlin savent aujourd'hui ce que peuvent des bataillons d'étudiants, lorsque des grenadiers résolus les abordent, sans se laisser ébranler par des chansons d'université. L'Italie sait la valeur des phrases d'avocats, lorsque le vieux Radetzky s'approche. Le peuple de Paris, enfin, et il faut en gémir, a pu reconnaître, au milieu du carnage de Juin, le néant des plus formidables insurrections contre des régiments qui gardent leurs armes.

La conséquence sérieuse à tirer des derniers événements de notre époque, c'est qu'une vérité nouvelle a pris rang parmi les axiomes politiques : UNE ARMÉE DÉCIDÉE A COMBATTRE DOMINE TOUJOURS UNE INSURRECTION.

Cette conséquence en entraîne beaucoup d'autres, d'où dérive, selon moi, la formule des temps prochains. Ce serait mal observer les choses, et d'un point de vue trop restreint, que de ne pas reconnaître une seconde vérité, sans laquelle la première serait stérile : LES MASSES SONT EN INSURRECTION ORGANISÉE. Les livres, les journaux, les pamphlets, les discours, ont formé une génération révolutionnaire dont rien ne changera les tendances. Un homme auquel on n'aurait enseigné que la langue anglaise ne parlerait pas l'espagnol. Un peuple auquel on

n'a enseigné que la révolution ne deviendra jamais paisible. Un peuple devant lequel on a ri de Dieu, auquel on a ôté les croyances, ne se soumettra jamais, avec résignation, à sa laborieuse misère, en présence du luxe oisif; un peuple auquel on a prêché l'égalité comme un dogme, parce qu'on avait soi-même à renverser des supériorités gênantes, n'admettra pas les seigneurs d'hier, nés de la banque ou du tripot. Ce peuple-là sera un insurgé perpétuel, plus logique cent fois que ceux qui l'ont ainsi formé; on pourra le dompter, toujours; le calmer, jamais. Tel est notre sort présent. Au fond du repos qui endort la bourgeoisie, bouillonne un volcan toujours prêt à la dévorer de sa lave. Elle-même en a creusé l'abîme, et la grande compagnie d'ouvriers qu'elle y employait, sous le nom d'Université, continue son service, malgré ses maîtres qui croient avoir arrêté les travaux. Attendons l'éruption de 1852. Jusque-là, disons que nous sommes en face de trois faits dominants : la perte des illusions libérales, dans la classe sociale qui les a propagées; la haine et l'envie dans les masses, auxquelles on n'a pas laissé d'autres sentiments; le pouvoir des armées, qui en ont acquis la conscience.

VII

**QUE LA FORCE EST LE SEUL PRINCIPE, MÊME DANS
LES GOUVERNEMENTS QU'ON DIT LIBRES.**

Ce n'est pas tout que de montrer où nous a conduits la théorie de la Raison, appliquée aux affaires humaines. Il faut faire voir encore que cette théorie, dès qu'elle est appliquée, ne se suffit plus à elle-même, et qu'il lui faut absolument s'appuyer sur le seul vrai principe d'action et de durée : LA FORCE.

Qu'est-ce, en effet, que ce progrès vanté du libre vote de l'impôt par la nation, et du pouvoir législatif transmis aux assemblées ? Rien de plus qu'un ralentissement de la marche des choses, qui, sous les monarchies absolues, se règle par la volonté et s'impose par la force.

L'assemblée est saisie d'un projet ; on perd beaucoup de temps à le faire imprimer, à le distribuer à chaque membre, à réunir des commissions et à faire un rapport. Un débat public s'établit, dans lequel chacun a son opinion toute

faite, sans que ni phrases ni arguments puissent en ébranler une seule. C'est un jeu oratoire, un spectacle *de jour*, que le public fréquente lorsqu'un gros drame est affiché ; on va entendre un orateur comme on va entendre M^{lle} Rachel ; une annonce d'*interpellations* est une représentation à bénéfice. Voilà tout le sérieux de cette plaisanterie. Arrive le scrutin. Il se trouve que deux cents sénateurs, par exemple, sont d'un certain avis et que deux cent un sont d'un avis contraire. Cela signifie que la nation a décidé dans le sens de ces derniers. Ce chiffre un, qui en est cause, prend subitement les proportions historiques de Pierre le Grand ou de Louis XIV ; il veut, il ordonne, car tel est son bon plaisir. Et, si l'on n'obéit pas, il vous envoie, comme Louis XIV et Pierre le Grand, des garnisaires, des huissiers, des soldats ; il vous fait traîner en prison, et, au besoin, vous fait couper la tête.

Que serait une loi, sans la sanction pénale ? Et qu'est-ce que la sanction pénale, si ce n'est la force ? Le jour où vous n'aurez pas recours à ce moyen, et où la loi sera exécutée, je me mettrai à genoux devant votre *progrès*. Permettez, jusque-là, qu'il me paraisse une mystification gênante.

Horreur ! disaient nos pères de 1789 : il dé-

pend du caprice d'un ministre, plus souvent encore d'un commis ou d'une courtisane, d'envoyer un citoyen à la Bastille, sans contrôle ni jugement!... Nos pères ont, là-dessus, renversé la Bastille, et quatre ans n'étaient pas écoulés, qu'en vertu de la loi des suspects, le caprice de chacun remplissait les prisons de France. L'avantage, c'est qu'on était incarcéré par suite d'une mesure *discutée* et non *ordonnée*. Je sais que l'excuse aux violences de ce temps est dans la nécessité de la dictature, en présence des conspirations de l'intérieur contre le régime nouveau. Mais c'est précisément là mon thème. L'homme est ainsi fait, que les plus spécieux raisonnements sont impuissants contre ses goûts, ses habitudes, ses penchants, ses intérêts; quelque beau que vous semble votre principe, ceux qui ne le partagent pas ne s'y soumettront que contraints et forcés. Qu'est-ce, dans les fêtes et cérémonies, que la présence des gendarmes, sinon l'annonce de la force en cas de désordres fâcheux? Qu'est-ce enfin que l'armée en temps de paix, sinon la force toujours présente aux yeux, même avec le suffrage universel qui devait annuler tous les griefs et aplanir tous les obstacles au bonheur social? Si la réforme philosophique prêchée par le dix-huitième siècle, et que nous appliquons si douloureusement depuis cinquante années,

avait des bases solides ; si c'était le mot réel de l'énigme humaine, il eût fallu qu'on vit les minorités se soumettre à la décision des majorités, confessant à haute voix qu'elles se trompaient. Un tel spectacle eût été l'apothéose de la raison. Le monde entier se fût écrié, dans un joyeux enthousiasme : Que ces sages soient bénis ! Ils nous ont délivrés du joug, pour nous rendre à notre libre arbitre, dont nous étions si dignes de faire un noble usage ! Voyez, l'émancipation faite, quel accord, quel concert dans la grande famille régénérée ! Il ne s'agissait que d'appliquer le vieux contrat social retrouvé par Jean-Jacques Rousseau ! — J'attends encore ce cri des générations reconnaissantes.

Je ne sais vraiment pas de pire tyrannie que celle du vote, parce qu'elle laisse le temps de la voir venir et qu'elle accorde menteusement à ceux qu'elle opprime une apparence de droit à la contredire et à la renverser. Quiconque a siégé dans une assemblée, sait qu'une mesure grave, méditée par le gouvernement, lorsqu'il dispose de la majorité, sera très-sûrement admise. Mais au lieu de la rendre exécutoire à l'heure même, ce qui, le plus souvent, serait d'une haute nécessité, il lui faut perdre un temps précieux en simulacres de persuasion qui ne persuadent personne. Puis, la scène jouée,

gare aux mécontents ! Le bulletin des lois vaut un ukase.

La Suisse, vieille terre de liberté, sur laquelle, depuis le serment du Grütli, régnait une fraternelle indépendance, nous a montré, en 1846, comment se tranchent les dissidences politiques aussi bien là qu'ailleurs. Les sept cantons du Sonderbund, envahis et mitraillés parce qu'ils ne sont pas de l'avis des quinze autres sur la suppression des couvents, et qu'ils veulent se mettre à l'abri de la propagande socialiste, attesteront longtemps que le fédéralisme lui-même est impuissant contre la tyrannie des majorités. Patience : la question de l'esclavage ou celle des tarifs ne tarderont pas à créer aussi un Sonderbund aux États-Unis, et le canon d'un autre général Dufour retentira dans la Virginie et les Carolines, afin d'apprendre aux citoyens-modèles qu'il n'y a pas, pour les démocraties, d'autre moyen de conclure que pour les royautes.

La transformation opérée par l'école libérale n'a donc porté que sur la forme, en la rendant plus lente, sans rien changer au fond. Toujours la force est au bout de toute résolution, qu'elle vienne d'un despote, d'un sénat, ou du peuple entier réuni en comices.

Je ne ferai pas aux paradis sociaux inventés dans ces derniers temps l'honneur de méditer

sur leur avenir. S'ils venaient à se réaliser de mon temps, je rougirais d'être homme, puisqu'il me serait prouvé que la satisfaction des appétits est le but de notre vie si courte, et je me demanderais quelle est cette cruauté de Dieu qui nous prive sitôt de l'Éden reconquis. Il y a, pour nous, de plus hautes destinées. Les aspirations de notre âme nous en révèlent l'immense étendue ; et ce n'est rien qu'organiser notre existence terrestre, si nous n'allons pas au delà de ce grossier arrangement : qu'importe à celui qui meurt le souvenir de son rapide passage ? Semée de ronces ou de fleurs, la route est terminée à cette minute inévitable pour tous ; et, de ce qui fut pénible ou doux, il ne reste qu'un mot : l'espérance. Je ne croirais aux doctrines socialistes, que si la mort était supprimée. Mais dans notre état actuel, et sous les conditions qui régissent le monde, je ne puis apercevoir encore que le principe d'autorité comme fondement de tous les systèmes, si enfoui qu'il s'y trouve. Chacun l'appelle à soi, dès le triomphe de ses idées. On le masque d'abord le plus possible, au lendemain des succès ; mais les efforts tendent aussitôt à le dégager de ses voiles. C'est là l'histoire courante des révolutions qui, quelquefois aussi, se nomment restaurations.

Il arrive aux socialistes eux-mêmes d'attester

le non-sens des prétendues conquêtes de l'esprit. Comment ne pas être frappé de cette réflexion désolée qui échappe à M. Proudhon : « J'ai cru
« même remarquer (que la philosophie me le
« pardonne!) que plus la raison acquiert en nous
« de développement, plus la passion, quand elle
« se déchaîne, gagne en brutalité... Si c'est là
« que nous mène le progrès, à quoi sert-il(1)? »

Le même écrivain, dans une lettre récente, adresse aux démocrates ces avertissements peu attiques, sur la vanité de leurs doctrines et sur l'identité de leurs résultats avec ceux des régimes qu'ils injurient : « Votre démocratie n'est
« toujours que de l'absolutisme; votre républi-
« que universelle, le pastiche de la monarchie
« universelle... Croyez-moi, devenez d'autres
« hommes. Mettez au crochet votre défroque
« parlementaire, rengainez votre phraséologie,
« brûlez-moi ces vieux oripeaux du jacobinisme... Je ne connais qu'un mot qui carac-
« térise votre passé, et je saisis cette occasion de
« le faire passer de l'argot populaire dans la
« langue politique. Avec vos grands mots de
« guerre aux rois et de fraternité des peuples,
« avec vos parades révolutionnaires et tout
« ce tintamarre de démagogues, vous n'avez

(1) *Confessions d'un révolutionnaire*, p. 149.

« été jusqu'à présent que des *blagueurs* (1)! »

A la suite de nos commotions, c'est donc une croyance qui se fait jour partout, que les sociétés humaines n'ont pas trouvé, dans l'idée libérale, cette subite amélioration qu'elles en attendaient. Les esprits, fatigués de stériles expériences, dégoûtés du charlatanisme successif des partis, épouvantés surtout des conséquences terribles de ces jeux trop loin poussés, sont parvenus à cet état passif que le découragement amène. Les voilà préparés au fatalisme des faits. Vienne une grande lutte : chacun sachant que la force sera la règle finale des vainqueurs, sachant que ce sera le dernier paragraphe des programmes, où toujours on le laisse en blanc, chacun, dis-je, préférera la solution prompte, et saluera l'heureux qui s'en sera chargé.

(1) Lettre à MM. Ledru-Rollin et autres rédacteurs du *Proscrit*, à Londres.

VIII

**QUE LE DIX-NEUVIÈME SIÈCLE NE VERRA RIEN FONDRE
DE DURABLE.**

Ceux qui, dans cent ans, liront nos annales, éprouveront un singulier effet de surprise, probablement moqueuse, à suivre les tourments que nous nous donnons, pour arriver à une solution de notre anarchie. Ils se demanderont comment des hommes qui s'avouent à eux-mêmes les longues erreurs de leur vie entière, qui en font pénitence ouverte au sein de l'assemblée du pays, qui sont contraints à déclarer que leur éducation fut mauvaise, et que les langes de leur berceau étaient tout infectés du venin qui tue les peuples, comment ces hommes pouvaient sérieusement espérer, à l'aide de nouvelles phrases, un succès réparateur devant le mal causé par les phrases passées. Ce sera une plaisante énigme que cette aberration du sens humain, qui veut défaire, en deux années, l'œuvre de tout un siècle, et n'y voit d'autre difficulté

que de rapprocher des antagonismes de salon. Si la postérité daigne se mettre au courant de ces niaiseries, elle nous jugera petitement.

Il n'en est pas moins vrai qu'à l'heure où j'écris, des esprits sérieux se questionnent sur l'issue des événements auxquels nous assistons, et s'efforcent d'en chercher une. Plusieurs espèrent l'avoir trouvée ; beaucoup la croient prochaine, et moi j'affirme qu'il n'y en aura pas.

Je veux dire qu'il n'y en aura pas de durable, de fixe, de tellement arrêtée, qu'une demi-génération d'hommes puisse compter sur la paix et le repos, comme on y a pu compter, dans l'histoire, à la fin des grandes crises qui ont précédé l'année 1814.

Je vais dire pourquoi je l'affirme ainsi.

Les anciens, privés du principe actif de la foi, qui a fait la puissance du moyen âge, et qui, plus tard, restreint par l'insurrection religieuse de Luther, s'était au moins conservé intact autour des trônes, avaient, pour suppléer ce grand levier d'ordre social, une force que nous n'avons plus. Tous les écrits de leurs moralistes sont empreints d'un profond sentiment du RENOM, sorte d'immortalité qui remplaçait, pour eux, celle de l'âme, à laquelle ils croyaient vaguement, mais dont nul n'avait l'idée bien précise.

« Si nous n'avons qu'un corps mortel, dit Iso-

« crate, les éloges prodigués à la vertu et à la
« durée d'un nom célèbre nous font participer
« à l'immortalité dont le désir doit soutenir et
« enflammer notre courage (1). »

Ils avaient une perception magnifique de ce que notre langue appelle *l'honneur*, dans la plus grande acception du mot, sans les mesquineries de formes que les modernes y ont rattachées. Pline le Jeune, s'adressant à son ami Tacite, lui disait : « L'éternité de tes œuvres en donnera
« une assurée à celles de mon oncle, si tu parles
« de lui. Heureux cent fois ceux que les dieux
« ont ainsi doués, qu'ils sachent faire des choses dignes d'être écrites, ou écrire des choses
« dignes d'être lues (2)! »

Le même Pline, déclinant le bénéfice d'un testament dont le sens douteux pouvait nuire à un esclave légataire de sa liberté, écrivait à son ami Sabinus : « Ne nous en tenons pas au mot ;
« apprécions l'idée de la mourante. Car, pour
« des hommes tels que nous, l'honneur a autant de prix que la nécessité pour les autres (3). »

Ces nobles principes, produits de la vie grave

(1) Pensées morales d'Isocrate, 144.

(2) Pline le jeune, livre VI, lettre xvi.

(3) Neque enim minus apud nos honestas, quàm apud alios necessitas, valet. (PLINE LE JEUNE, livre IV, lettre x.)

et méditative, dominaient le monde antique, même au milieu des excès païens, et nous expliquent les traits sublimes qui se mêlent dans ces temps aux abjections les plus repoussantes. Mais, de nos jours, où la foi est morte, et morte à tout et en tous, je demande à mes contemporains ce qui la remplace dans leur âme. Leurs principes, où sont-ils ? Leur certitude morale, où est-elle ? Pour quelle idée leur dévouement ? Pour quel péril leur enthousiasme ? Tout a été nié ; tout a été proscrit ; la liberté, croyance nouvelle, qui compta ses martyrs d'un moment, n'a pas eu d'autre durée que celle des arbres qui la symbolisaient sur nos places, effeuillés et pourris avant que la cognée les fit disparaître.

Je sais qu'il y a des souvenirs. Ce sont aussi des espérances. J'en veux parler, avec tout le respect qui se rattache à de tels mots.

La première et la plus solide base sur laquelle on voudrait tenter de rétablir un édifice dans ce champ de ruines où campe la société, c'est la restauration du souverain *légitime* de la France. Sans nul doute, s'il est un principe conservateur, portant en soi le calme et la durée, pouvant remédier, autant que le permettent les choses humaines, au danger des secousses violentes et aux luttes d'ambition ; s'il est un principe qui rassure les États contre la perpétuelle [inquié-

tude des révolutions, la LÉGITIMITÉ est celui-là. Mais il implique une condition absolue d'existence et de valeur : il faut qu'on y croie. Sa source est dans un droit en dehors du droit écrit ; on l'a nommé droit *divin*, et il n'y a pas d'autre qualification à lui donner, pour qu'il signifie quelque chose. Il sera discuté s'il a un autre sens, et la discussion le tue. Tout ce qu'il apportait de sécurité s'efface, alors, avec l'autorité de son origine ; il ne procède plus que du droit ordinaire, pour l'interprétation duquel se trouvent toujours deux avocats. Le roi légitime cesse d'être une solution au problème de la stabilité, dès qu'on débat son titre.

C'est là ce qu'ont trop oublié, sous l'influence de leurs journaux, les derniers défenseurs de ce beau dogme. Ils ont voulu l'assouplir aux caprices du siècle, et composer je ne sais quel impossible mélange entre substances qui se repoussent invinciblement. Ils ont voulu que le dogme ennemi vînt faire sa paix avec le leur, comme si la négation pouvait se lier à l'affirmation. Ils ont dit : La difficulté disparaît, si l'élu de Dieu devient aussi l'élu du peuple ; tâchons donc que le peuple se mette d'accord avec Dieu. — Mais si, le lendemain de ce pacte, le peuple change d'avis, et prétend, toute réflexion faite, être d'un autre avis que Dieu, comment l'empêcher

d'user du droit d'exclusion, après lui avoir conféré le droit d'admission ? Celui que l'on consulte à titre d'intéressé s'enchaîne-t-il pour avoir été d'une certaine opinion, et n'est-il pas libre, plus tard, de s'en faire une autre ? Pour le lier dans son contrat, vous n'avez que la force, et il n'y a pas besoin d'être légitime pour user de ce moyen-là. Si les légitimistes fussent restés fidèles à la croyance antique, si pour eux Henri V fût hautement resté le roi par la grâce de Dieu, aussi bien roi que Dieu est Dieu, maître-né de la France et symbole unique de ce tutélaire pouvoir placé au-dessus des orages d'opinion, ils auraient, au milieu de nos arguties impuissantes, une solennelle attitude, grandie encore par l'abaissement des partis. En se faisant *parti* eux-mêmes, en acceptant la donnée révolutionnaire du suffrage et de l'élection, ils ont éteint, sur le front de leur chef, la lumineuse auréole qui le distinguait aux yeux des hommes. Du monarque ils n'ont su faire qu'un candidat. Oh ! sans doute, dans quelques vieux donjons, il doit se verser des larmes sur cette dérogation imposée au successeur de Charles VII, cet autre roi conduit jadis à Reims par la visionnaire sublime de Vaucouleurs !

Il a fallu que les légitimistes de province fussent dominés d'un étrange esprit de discipline,

pour avoir aveuglément adopté le mot d'ordre venu de Paris, où le donnaient des rédacteurs de gazettes, ignorants de la France, étrangers à ses goûts comme à ses répulsions. Je parle au nom de mon expérience. Préfet dans trois départements, j'ai pu constater la situation des légitimistes, et je vais la dire telle que je l'ai vue. Chez eux se remarquaient l'incontestable supériorité des agréments sociaux, l'urbanité que donne l'éducation de famille, la hauteur bienséante qui naît des traditions et de l'habitude de fortune ; pour eux étaient le respect des paysans, l'empressement des vieilles clientèles ; mais pour eux aussi la haine et l'envie du bourgeois, quelque petite que fût la ville. Partout, sauf de rares exceptions, l'avocat, l'avoué, le notaire, le marchand enrichi, le chef d'atelier, seraient hostiles à la restauration du principe légitimiste, parce qu'ils y verraient celle de la suprématie du gentilhomme, *chez qui jamais ils n'ont été invités, chez qui leurs femmes n'ont pu jamais aller au bal*. La fière obstination des mœurs contre le nivellement que les lois proclament, creuse au cœur du bourgeois une blessure toujours saignante, que rien ne saurait cicatriser. Honneurs municipaux, siège au parlement, héritages, sont baumes impuissants contre cette âcre plaie. Et c'est à lui qu'appartient l'influence

sur le peuple des villes ; jugez comme il en usera ! Le sentiment de répulsion n'est pas plus élevé que cela, mais il a toute la forte intensité que donnent les petites passions aux instincts de l'homme. On n'est plus irrité des privilèges, qui sont abolis ; on est blessé du patriciat personnel, qui dure encore. Le plus mince hobe-reau, porteur d'un nom obscur, paré d'un titre qu'il s'est donné, chassant le lièvre avec six chiens bâtards, inspire aux cabaretiers du village la même sorte d'envie que s'il s'appelait Bouillon ou Montmorency, Harcourt ou Béranger. La révolution de 1830 a ravivé ces vieux levains de 1789, qui fermentent, plus bouillants encore, dans la période actuelle. Bas et misérables motifs, direz-vous ? N'allez jamais chercher ailleurs les mouvements historiques d'un siècle ; hors ceux qui sont produits par les catastrophes militaires, vous trouverez dans tous, pour source unique, une jalousie ou une cupidité.

Qu'on m'accuse ou non de juger étroitement les choses, j'ai dit ce que j'ai vu, j'ai dit ce qui est. Se peut-il donc que les partisans de la légitimité se soient fait assez d'illusion pour compter sur le concours spontané de tant d'adversaires qui les entourent ? Ils ont pu trouver parfois ce concours dans des œuvres de renversement ; mais l'espérer au profit unique de leur

cause, c'est fermer les yeux devant le soleil. Pour conclure à ce sujet :

L'avènement du principe légitimiste n'apporterait aucune garantie de stabilité, parce que ce principe n'a de force que dans la croyance des peuples et que la croyance n'existe pas.

A supposer qu'elle existât, on lui a porté un coup mortel, en soumettant le principe à sa négation même, c'est-à-dire à l'adhésion du pays.

Enfin, la répulsion contre les conséquences de cet avènement, en ce qui touche la classe qu'on y croit intéressée, est manifeste et incontestable dans la majorité de la nation.

Il ne résulterait donc d'une telle solution de nos crises, si elle devait avoir lieu, qu'un temps d'arrêt suivi de crises nouvelles, dont le retour ne se ferait pas attendre longtemps.

Un autre mode d'issue au provisoire actuel serait, selon certains esprits, le retour à la monarchie constitutionnelle, représentée par les princes de la maison d'Orléans. C'est la combinaison qui préoccupe surtout les hommes politiques du dernier règne, et dont le plus grand nombre songe à retrouver cette haute direction des affaires, qui fut leur passion et leur vie. Je suis très-convaincu qu'en outre de ce sentiment personnel, ils voient, dans une restauration de ce genre, la solution réelle au problème de notre

époque, avec les données qu'ils lui prêtent. La France, disent-ils, est monarchique par ses instincts, et libérale par ses idées ; il ne s'agit que de satisfaire à ces deux conditions réunies. Voilà l'équation posée ; elle est simple et du premier degré tout au plus. — Hélas ! il y a, en algèbre, de très-simples équations qui amènent, pour *l'inconnue*, une quantité négative. Et je crains qu'il n'en fût ainsi pour celle dont nous venons de parler.

Certes, nul plus que moi ne révère la belle et noble famille que le flot des révolutions vient d'arracher à la patrie. Nul n'a gardé plus que moi le respectueux et touchant souvenir de ces jeunes princes, si distingués dans leur courage, si gracieux dans leur affabilité. Un d'eux surtout, que certaines circonstances avaient fait plus populaire, m'a honoré d'une bienveillance dont la mémoire sera éternelle dans mon cœur. Il m'a été donné de passer deux semaines auprès de M. le prince de Joinville, à cette libre vie de la chasse, qu'il savait rendre si agréable à tous. J'ai pu l'apprécier et l'aimer ; j'ai donc à surmonter quelque embarras pour traiter un sujet qui se rattache à lui dans l'histoire. Mais l'examen d'une situation générale n'implique pas les sentiments privés ; j'écris ce livre, je le répète, comme si je n'appartenais pas à mon temps.

J'ai déjà dit ce que je pense du gouvernement constitutionnel : c'était dire ce que je puis penser du rétablissement de ce régime. Installation pacifique, pour un jour, de tous les éléments d'une révolution future, tel serait le vrai résultat.

Qui peut sérieusement croire que la leçon du passé fût si bien profitable, que la nouvelle tribune restât paisible et modérée, la nouvelle presse équitable et calme? Ne reverrions-nous pas les nuances, les partis, les coalitions et l'éternel assaut des portefeuilles? Les ministres seront-ils à l'abri des attaques, et ne dira-t-on plus qu'ils perdent le pays, qu'ils le trahissent, qu'ils le vendent, jusqu'à ce qu'on ait pris leur place pour essayer les mêmes affronts? La nouvelle Chambre des pairs sera-t-elle constituée si forte, que la nation la tienne pour un véritable pouvoir? Aura-t-elle, sur l'esprit public et sur les événements, plus d'autorité que dans les révolutions dernières? Enfin, quoi de neuf, quoi de grand, quoi de fort nous sera donné par cette réédification de ce qui est tombé en poudre? Dans le terrible jeu où nous sommes engagés, ce serait là une revanche; mais ce ne serait pas la partie d'honneur.

Ce qui me frappe, c'est l'abstraction que l'on fait, dans ces calculs, de la masse immense des

Français qui n'y songent guère, et qui s'en mêl-
leraient au moment de la conclusion. Je vois des
gens qui s'agitent dans les couloirs de l'Assem-
blée, qui se communiquent des lettres d'Ems ou
de Saint-Léonard, qui s'exaltent ou se désolent,
selon qu'une conversation leur a paru *bonne* ou
douteuse, dans le petit cercle d'intrigue où tout
ce mouvement se produit ; mais lorsque je re-
garde, autour de moi, les trente millions d'hom-
mes qui restent étrangers à ces plans, je me de-
mande sur quoi l'on s'appuie, et si l'on peut
compter, de part ou d'autre, sur un succès. Et
je me répons, sans avoir longtemps médité :
Non.

Non ; et voici pourquoi : Tant que vivra la gé-
nération présente, il ne sera possible de rien
fonder. Car, pour fonder quelque chose qui
dure et qui ait sa raison de durer, il faut que
ceux chez qui l'on fonde soient préparés à l'idée
de l'établissement. Or, l'Université, les écoles
primaires, les journaux, la famille elle-même,
ont élevé la génération de si singulière sorte,
qu'il ne lui est pas possible d'être satisfaite, par
quelque institution que ce soit. A peine nés, on
nous a enseigné l'athéisme, ou peu s'en faut ;
on nous a nourris de sarcasmes et d'épigram-
mes contre tout pouvoir. On nous a préparé l'esprit
à cette unique faculté de briser ce qui est haut,

d'édifier ce qui est bas. On nous a donné, comme éducation, l'inverse de ce qui consolide, en couronnant, dès nos premières études, les thèmes qui célébraient le renversement. A côté de nous, et plus bas, si vous le voulez, une foule intelligente a ramassé les miettes de cette table empoisonnée. On les lui a jetées avec bonheur, et, plus malade encore que nous-mêmes, elle se rue, aujourd'hui, dans ses spasmes furieux, sur les restes du banquet. Vous croyez la calmer par des changements de convives : erreur ! Elle ne se rendra qu'à la force, comme il arrive d'une bande avinée, dont la patrouille peut seule avoir raison.

La Restauration monarchique, de quelque côté qu'elle se fasse, n'arrêtera pas l'action incessante des sociétés secrètes, ni la prédication, ouverte ou cachée, des doctrines *humanitaires*. Il y aura toujours, sous le calme momentané de la surface, le bouillonnement des couches profondes, prêtes à surgir à travers le sol déchiré, comme les montagnes aux âges de la création. On n'improvise pas une Europe chrétienne, telle qu'il vous la faudrait pour le subit apaisement de cette grande révolte des esprits.

J'admets que M. le prince de Joinville puisse débarquer demain et rallier quelques régiments; j'admets qu'il arrive à Paris, avec ou sans obsta-

cle; la cause de sa dynastie ne sera pas gagnée pour cela. La sienne, à lui, peut l'être, ou, par lui, celle de son neveu, comme la cause de quiconque tient une épée en temps de révolution. Mais rien, au delà de sa propre victoire, n'est permis à un homme de ce siècle que nous traversons. Pour léguer à un successeur le tranquille héritage d'un pays, il faut que le pays ait foi dans le principe qui permet de transmettre.

Rien de pareil chez nous. La gangrène ronge les âmes de huit ans. Morale, croyance, respect, tout est détruit. Regardez les affreux enfants de la rue; leurs chants cyniques, leurs gestes effrontés auraient fait honte à nos pères. Et l'on voudrait fonder sur un pareil terrain! Ce sera bien assez d'y planter une tente.

C'est ce que pourront essayer, un jour, les divers prétendants. Ils auront chance, comme d'autres, à se jeter dans la mêlée qui s'apprête, et à saisir la branche de laurier; mais il leur faut la bataille prochaine, réelle et sérieuse. Ils doivent être assurés, jusque-là, qu'il n'y a qu'un rêve dans le constant espoir dont on les entretient. La république nominale, sous laquelle nous vivons, ne blesse ni ne froisse personne. Les terreurs de Février sont éteintes; on vit comme on vivait avant cette aventure, et déjà les petites plaies d'argent ne saignent plus. Il

n'y a eu, même aux plus mauvais jours, ni maximum, ni réquisitions, ni visites domiciliaires, ni emprisonnements, ni supplices; rien, enfin, de ce que le sinistre nom de république faisait redouter. D'où il suit, par une loi très-naturelle de réaction, que l'on s'est familiarisé avec ce fantôme, et qu'on n'en a plus peur. Mais croyez bien que la peur reviendra. Ce sera lorsque arrivés, sauf l'imprévu, à la dernière limite de notre prudence législative, nous toucherons à cette année fatale, 1852! Il ne s'agira guère, alors, ni de *l'union des deux branches*, ni de la prorogation des pouvoirs du président; il s'agira peut-être d'une de ces luttes comme le monde n'en a pas vu depuis les Huns. Le lion populaire, que l'on croit mort, et qui simule simplement le sommeil, se dressera plus terrible que jamais. Les Barbares feront leur invasion méditée, et les habiles qui arrangent des dynasties, seront trop heureux de trouver un sabre qui sauve la civilisation. Elle ne sera pas sauvée pour cela. On n'aura, comme aux temps romains que j'ai décrits, qu'une halte à travers les ravages. De Décius à Valens, le temps est assez long. Nous avons de la marge pour notre histoire. Il faudra, comme à ces rudes époques, subir le choc des Goths, pour attendre ensuite celui des Vandales. Toutes les sectes pillardes,

aux noms divers, se jetteront, à tour de rôle ou réunies, sur la molle société qui leur est offerte en proie. Ces Barbares laisseront leur date, mais par la destruction ; rien ne sera créé par eux, malgré la prétention des chefs à régénérer le monde.

Et ce qui les arrêtera toujours, même dans l'entreprise illusoire d'une création, c'est la force subite d'un soldat, qui ne manquera jamais à de telles circonstances.

IX

LES PROJETS D'EMPIRE.

Ce livre offrirait une lacune, si l'on n'y trouvait pas, au moins pour mémoire, quelques mots sur un songe éteint qu'on a pu croire une réalité.

Le prodigieux mouvement du 10 décembre 1848 avait créé, pour la France, une situation étrange et nouvelle. Cette puissance inouïe du *sentiment*, à une époque toute positive, révélait l'instinct véritable du pays. Elle démontrait

surtout la vanité des systèmes et l'inanité de la logique appliquée à la prévision des actes humains. En vain avait-on répété, depuis trente ans, que l'Empire avait tué la liberté ; que cette gloire sans pareille, diadème immortel de la France devant les nations, avait coûté des flots de sang et de larmes ; que toute mère y avait vu sacrifier son dernier enfant ; que la conscription dévorante avait dépeuplé les champs et les villes ; que le blocus continental avait créé la misère au sein des triomphes, et que ce grand fracas de victoires s'était perdu dans le deuil de deux invasions. Le *réel* n'a pas d'action sur les peuples, et c'est l'honneur de l'âme que Dieu nous a donnée. Ce qui reste dans leur mémoire, c'est ce qui les émeut. Ces froids calculs de raison, d'intérêt, de bien-être, sur lesquels on a voulu fonder des gouvernements, sont des abstractions sans portée ; l'homme isolé peut les comprendre, la foule ne les étudia jamais. Ce qu'elle sait étudier et comprendre, ce qu'elle sait surtout retenir, c'est ce qui l'exalte, ce qui parle à son imagination et à son cœur, ce qui tient de plus près au roman qu'à l'histoire. Toujours, en dépit des rhéteurs, elle préférera le grand à l'utile, l'éclatant au sensé. Les arguments n'y pourront rien, parce qu'il n'y a pas de syllogisme qui soit de force à changer

notre nature, et que notre nature est celle-là.

Les impressions furent donc maîtresses. Lorsque la France eut à se donner un chef, le nom magique de Napoléon retentit comme une immense clameur, et le proscrit qui le portait fut élevé sur le pavois.

Un tel fait, unique dans l'histoire, devait avoir ses conséquences pour les esprits. Le spectacle des événements, tout varié, tout mobile, tout imprévu qu'il soit sans cesse, ne nous a jamais corrigés de cette propension confiante à croire que le dernier acte de la pièce est sous nos yeux. La multitude saluait déjà l'empire, l'aigle ressuscité, le manteau semé d'abeilles d'or. De vieux soldats, la joie au front, souriaient au retour de l'âge héroïque, celui de leur jeunesse et de leurs exploits. La restauration napoléonienne fut, pendant quelques jours, une probabilité peu contestable, qui pouvait se réaliser brusquement.

Quelle en eût été la suite? C'est sans doute, au milieu des excitations de tout genre, ce qu'a dû se demander l'élu de six millions de Français. Sans prétendre à chercher ce qui s'est passé dans son âme, j'explique facilement sa réserve en me rappelant le passé.

Bonaparte, premier consul, n'avait pas fondé de monarchie. Il s'était fait césar au 18 bru-

maire, et ne fut jamais rien *de plus*, si l'on peut employer un pareil mot vis-à-vis de cette situation gigantesque. Le sacre n'avait rien ajouté à sa grandeur ; il ne lui en était revenu que quelques haines et quelques sarcasmes. Au lendemain de ce dix-huitième siècle où toute croyance avait été démolie, il était impossible, même à ce demi-dieu, de refaire les attributions de la royauté. Il le sentait si bien qu'il s'écriait parfois, dans sa notion parfaite des choses : Ah ! si j'étais seulement mon petit-fils !... Et, en effet, ce culte dont il fut l'idole, cette fabuleuse admiration dont il fut l'objet, s'adressaient au héros et non au souverain. Voyez si jamais son image, dans les milliards d'exemplaires qui la reproduisent sur tous les points du globe, s'entoure des attributs impériaux ! C'est toujours la petite redingote et le chapeau célèbre ; l'homme d'Austerlitz ou d'Iéna, souvent celui de Sainte-Hélène ; vous ne trouverez l'EMPEREUR ET ROI que sur les tableaux de David.

On se souvient de la conspiration de Mallet. Tandis que l'Empereur est à Moscou, trois officiers obscurs de l'ancien état-major de Moreau renversent l'Empire à Paris pendant quelques heures, et ne manquent le succès que par un accident fortuit. Cette entreprise passe inaperçue ; la France ne s'en émeut ni ne s'en étonne, et

cependant l'héritier du trône est là. C'est que, vraiment, il n'y avait pas de trône ; il y avait une toute-puissante épée, qui ne pouvait, comme celle d'Alexandre, se léguer qu'au plus digne, c'est-à-dire au plus fort. Il eût fallu, pour que l'œuvre de Napoléon devînt une monarchie, et durât avec les vieilles conditions de ce mot, qu'il atteignît le terme des plus longs jours accordés à l'homme, et qu'une nouvelle génération eût grandi sous le soleil de cette gloire. Le foyer révolutionnaire se serait éteint dans ses dernières cendres, et la quatrième dynastie était peut-être fondée. Mais, dans le cours des choses, tel que nous l'avons traversé, cette rénovation du siècle était à peine en germe au moment de la catastrophe : 1814 était trop près de 1789. L'Empire, après son éblouissant passage, est resté comme un poëme d'Ossian ; il est plus haut qu'une institution politique. Ce fut, à mes yeux, le début de cette ÈRE DES CÉSARS, dans laquelle le principe libéral devait nous faire entrer, après avoir fermé celle des monarchies.

Le prince Louis-Napoléon, esprit calme et méditatif, que l'étude et le malheur ont formé, ne s'est pas mis à la suite des illusions de la masse. Son courage est connu par les hardiesses passées ; sa prudence a paru dans les derniers

jours. Si le sort l'appelle au pouvoir suprême, ce ne sera pas à titre d'héritier, mais à titre personnel; non pour continuer, mais pour prendre; non pour fonder, mais pour s'établir; son nom l'a mis au rang de ceux qui peuvent arrêter les désastres; il a, sur tous, l'avantage de se trouver au sein du pays et d'en être le chef temporaire; mais ce n'est là qu'une chance au milieu du conflit prochain.

Les *coups d'État*, dont on a tant parlé, n'auraient aucun résultat sérieux; les complaisances législatives n'amèneraient qu'une réaction très-prompte. Par l'une ou l'autre voie, on arriverait à un mince *intérim*, suivi bientôt d'inévitables secousses. Non, ce n'est pas avec ces commodes procédés que s'obtiendra l'honneur d'apaiser nos tempêtes. Il le faudra chercher dans l'orage lui-même, lorsqu'il éclatera plus furieux.

X

LA RÉPUBLIQUE NOMINALE.

J'ai dit les prétentions diverses qui s'agitent autour de l'édifice renversé, pour le reconstruire ; j'ai dit leurs chances, comme je les vois ; et comment je les trouve pareilles. Il me reste à parler du terrain sur lequel on agit, mouvant et défoncé jusqu'au point de paraître fictif : la République.

Telle qu'elle existe, ce n'est qu'un mot. Je ne sais que les pièces de monnaie, frappées depuis 1848, qui puissent lui marquer sa place pour la postérité. Les mêmes hommes, les mêmes idées, les mêmes tendances, tout cela fort exagéré, régissent l'État comme avant la révolution dernière. Jamais plus curieux enseignement n'a été donné. A peine était promulguée, en face du doute universel, la Constitution qui nous régit encore, que tous les partis s'empressaient de l'appliquer à sa ruine. Ce n'est pas qu'elle fût plus vicieuse qu'une autre.

Qui dit Constitution, dit pacte entre des éléments dissemblables : AUTORITÉ et LIBERTÉ. Les efforts seront toujours vains pour réunir ces deux principes hostiles, et l'esprit humain s'y perdra. C'est la pierre philosophale des gouvernements, qui ne se trouvera pas plus que celle des alchimistes. La Constitution de 1793 elle-même, cette traduction de la souveraineté populaire en son plein sens, et qu'on n'a pas osé mettre en pratique, aurait rencontré des obstacles infranchissables, par cela seul qu'elle était une constitution.

La nôtre n'est donc ni meilleure ni pire que toutes celles dont nous avons déjà le recueil. Mais ce qui la rend sérieuse, et ce qui la distinguera entre toutes, c'est qu'elle est le drapeau sous lequel s'abritent, à l'envi, ceux qui voudraient la déchirer. C'est à qui prendra la première place, pour être mieux à portée au moment venu. Ces bandes ennemies, dont chacune a ses couleurs cachées, se pressent avec accord autour du signe admis, le méprisant au fond de l'âme, et le prenant, jusqu'à l'occasion prochaine, pour protecteur et pour soutien. Ce mensonge permanent, qui devient la règle apparente des lois d'un grand peuple; cette fausseté convenue à l'entrée du parlement, où chacun, en prenant son siège, maudit le principe

en vertu duquel il s'assied ; ce démenti constant à l'origine du fait, exploité cependant au nom du fait lui-même ; ce semblant continuel d'adhésion et de respect, là où il n'y a que haine et risée ; toute cette misérable comédie est la dernière insulte au dix-huitième siècle, dont elle est aussi la dernière expression.

Aussi, voyez quelle déplorable forme : il n'est pas de collège en révolte qui rivalise avec notre *sénat*. Si le régime parlementaire pouvait être discrédité plus qu'il ne l'avait été jusqu'à ce jour, nos temps actuels achèveraient la tâche. Qui n'a pas rougi de dégoût, à la fin de certaines séances ? Qui n'a pas dit, après ces tumultes grossiers, que la France avait droit à un sort plus digne ? Qui n'a pas soupiré, en songeant que le but auquel tendent les révolutions, c'est le pitoyable désordre où nous sommes ? Celui qui soupire a raison ; mais celui qui s'étonne a tort. Il fallait traverser cette phase, où la pierre d'épreuve eût son rôle à propos des doctrines de libre examen. Je les crois à leur terme, après l'extrême expérience dont le résultat est si nul. Nous n'en vivons pas moins sous la république, puisque tel est le mot adopté. Nous pourrions longtemps vivre ainsi, dans l'oubli du mot, sans les précautions prises pour que le trouble arrive à son loisir réglé.

Les fondateurs de ce gouvernement ne devaient ni ne pouvaient comprendre que son principe d'existence était sa prochaine cause de mort. Le calme du pays, sous le dernier règne, n'avait été pour eux qu'un lâche engourdissement ; ils étaient forcés, sous peine d'inconséquence, de jeter dans leur œuvre un germe d'agitation. La République devait accomplir ce programme de constante suspicion du pouvoir, qui avait été le catéchisme enseigné depuis si longtemps aux adeptes. Elle ne devait se préoccuper ni des familles, ni des affaires, ni des projets privés ; elle n'avait à soigner aucun des intérêts de *l'homme*, parce qu'elle ne reconnaissait que *le citoyen*, c'est-à-dire l'électeur en tout sens, à tout propos et à toute heure, ÊTRE abstrait que les républicains seuls ont conçu. Cela n'était ni ne sera dans nos mœurs. Et c'est l'unique motif du malaise inconnu qui nous tourmente. L'état précaire étant l'état normal, il n'y a plus de place pour la confiance, qui est la véritable liberté. Elle est le crédit, elle est le travail, elle est la richesse, elle est le bonheur. Mais elle veut la sécurité comme condition d'existence. Elle ne peut vivre sur les traînées de poudre dont nos institutions portent le réseau, traîtreusement disposé par la méfiance contre toute possibilité de calme.

La République n'est, à vrai dire, depuis la chute du Gouvernement provisoire, qu'une sorte de palier sur lequel chacun se repose dans l'ascension du raide escalier qui nous conduit à l'inconnu. Tous les partis s'y arrêtent, recueillant des forces nouvelles. Cette station en commun a créé des rapprochements singuliers, qui ont effacé de vieilles haines. Assis sur la même marche où la fatigue les a laissés, des adversaires se sont connus et ont fait échange de courtoisie. S'il reste encore des émigrés de Coblenz, ce doit leur être une sensation bizarre que de se voir en république à la manière dont ils y sont. D'autre côté, j'ai connu des conventionnels qui, s'ils vivaient, se frotteraient les yeux pour être sûrs qu'ils veillent. Cazalès et Mirabeau s'embrassent; Pétion donne la main à l'abbé Maury; Cadoudal et Kléber vont dîner ensemble!...

La République signifie, en son propre et vrai sens, autre chose que cela. C'est un austère nom, plein de nouveautés sérieuses. Le désert et le vide du palais des Tuileries ne suffisent pas à ce redoutable changement. La République réelle est l'application en grand de l'erreur des temps modernes, celle qui consiste à croire au redressement possible des inégalités faites par Dieu. C'est l'expérience tentée de l'abolition des classes, non plus par l'opinion, mais par la loi; c'est aussi

l'orgueilleux essai de la suppression des misères, en même temps que la fête sauvage de l'humiliation des heureux. Le peuple n'a pas compris d'une autre manière le mouvement de Février, ni le mot qui en reste encore le symbole. Il se croira volé, tant que ce sens n'apparaîtra pas dans les actes. Il lui faudra de cruelles vérités, de saignantes plaies où il puisse mettre le doigt comme l'apôtre, pour revenir de toutes les rancunes dont on a gonflé son cœur. Il lui faudra souffrir, et dans la faim et dans les larmes, avant d'abdiquer ses espérances, qui ont remplacé sa foi. Plein de fiel et de haine, il attend. A force de lui peindre son abjection, les sophistes l'ont rendu aristocrate. Il a pris l'allure hautaine et ne veut plus d'égal. Je le comprends; il est dans son rôle et dans son droit. Ce qui se passe doit lui paraître un escamotage digne des tréteaux, après l'âge d'or qui lui fut promis sur les barricades. On ne corrige pas ces formidables préjugés par des discours et par des votes; il y faut, comme remède, la preuve désastreuse de leur néant. Jusque-là, n'attendez que malédiction et colère. Elles s'accumulent à mesure que marche le temps.

La République, telle qu'on l'a faite, est un trop gros mensonge pour n'être pas honni.

Ce faux dans les choses et dans les mots n'a

pas de durée admissible. On le sait, mais on n'y veut pas réfléchir ; le fatalisme a pris rang dans nos mœurs, et nous marchons mollement à l'abîme.

XI

LA GUERRE CIVILE.

J'admire le repos présent. Paris est en fête ; les joies de campagne sont aussi douces que jamais. On se presse à la Bourse, où les fonds publics montent au pair. On dit enfin, en langage commercial, que *les affaires reprennent*. Oh ! Athéniens !

Il semblerait, à un voyageur venu de Chine, que l'Europe a été bouleversée par un accident fortuit, et qu'il a suffi d'y parer pour en effacer toute trace. Malheur à nos temps, où l'homme est devenu si aveugle ! Vous jouez aux discours, aux intrigues, aux importances personnelles, tout comme vous le faisiez avant la première secousse du tremblement de terre, qui vous a cependant avertis. Vous reprenez vos habitudes

paisibles, et c'est à peine si, vous rencontrant après quelque petite lueur d'orage, vous échangez cette question : Comment cela pourra-t-il finir ? Je vais, moi, vous faire la réponse : Cela ne finira pas.

Nul homme vivant aujourd'hui sur la terre n'assistera, j'en ai la conscience, au dernier acte du drame commencé. Il est de ceux qui durent pour des générations de spectateurs, et que la postérité seule peut voir complets. A ce moment même de quiétude si profonde, où tous s'endorment dans le loisir nouvellement créé, lorsque chacun, pays et pouvoir, vit à la facile mode passée, laissant rouler un jour sur l'autre, et devenu fataliste par insouciance, comme on serait prévoyant par calcul, il est curieux d'observer certains signes qui resteront, pour l'histoire, des documents pleins d'intérêt. C'est par là seulement qu'elle pourra conserver la trace de cette voie de hasard où nous marchons les yeux fermés. C'est au milieu de notre calme, et dans l'oubli profond des émeutes, des manifestations armées, des clubs incendiaires, des illuminations violentes et de ce pêle-mêle anarchique dont Paris s'est si longtemps effrayé, qu'une proposition, née de ces souvenirs, suit son cours obscur dans les bureaux de l'Assemblée nationale. Elle conclut à faire transférer le

siège du gouvernement hors de Paris. Le public n'a pas même écouté ce coup de cloche, qui lui rappelait des deuils récents; tout au plus a-t-il lu, sans y attacher d'importance, le rapport déposé, à ce sujet, par la Commission qui en était saisie. Cette pièce a, suivant moi, la gravité d'une date historique, en même temps que la sévérité d'une leçon, et je veux en citer un extrait, comme argument aussi précis que je sache, contre le principe de concession aux théories de liberté.

« Il est trop vrai que, depuis un demi-siècle,
« le pouvoir n'a pu se constituer sur une base
« durable. Chaque fois qu'une main ferme a
« réussi à le relever momentanément, une nou-
« velle secousse est venue le rejeter plus bas
« et amoindrir avec lui la puissance de la
« France...

« La dernière révolution avait eu pour objet,
« disait-on, de faire triompher la volonté du
« pays, jusque-là méconnue. Cette volonté, ma-
« nifestée par le suffrage universel, allait désor-
« mais gouverner la France : chacun s'incli-
« nerait devant elle, accepterait ses arrêts avec
« respect et dévouement; il n'y aurait plus
« d'émeutes, plus de révolutions armées; le
« sort de la France se déciderait pacifiquement
« dans l'urne électorale, et personne ne son-

« gerait même à protester contre le résultat,
« quel qu'il fût.

« Et cependant on vidait les arsenaux de
« l'État pour s'emparer de ces armes qui ne de
« vaient plus servir. Et deux mois s'étaient à
« peine écoulés, que déjà ceux qui avaient ac-
« clamé le plus haut le suffrage universel, con-
« spiraient pour ôter à la France le droit de
« faire connaître sa volonté, même dans les
« étroites limites où on l'avait circonscrite dès
« l'origine. On annonçait publiquement quel
« serait le sort des futurs constituants, s'ils
« n'abaissaient leur mandat devant la tyran-
« nie des bandes qui sillonnaient la capitale.
« Passant enfin de la menace à l'action, on ten-
« tait de briser la représentation nationale et
« d'imposer à la France un nouveau Comité
« de salut public. Ainsi, on avait fait une ré-
« volution au nom du pays, et on voulait faire
« taire la voix du pays ! On en avait appelé au
« suffrage universel, et on chassait ses élus !
« Que fallait-il de plus pour dessiller les yeux
« des moins clairvoyants ?...

« Après la bataille de juin 1848, on avait
« espéré que cette cruelle épreuve serait du
« moins la dernière. Cette confiance en l'avenir,
« qu'on retrouve au lendemain de toutes nos
« luttes, est digne d'attention. Elle témoigne

« assez que le pays réclame et accepterait avec
« reconnaissance les mesures indispensables au
« salut de la société, et qu'il espère, après
« chaque crise, qu'on saura enfin utiliser la
« victoire. Son attente a-t-elle été bien remplie?
« Nous avons été nous-mêmes, au 13 juin 1849,
« menacés par une insurrection, suivie d'une
« prompte défaite, dont on disait aussi que le
« parti de l'anarchie ne se relèverait pas. Or,
« moins d'une année après, nous venons de le
« voir couvrir Paris et la France de ses procla-
« mations incendiaires, assembler, s'il faut en
« croire les révélations de la presse, assembler
« de nouveau ses conseils de guerre, discuter
« le jour, l'heure, les moyens de livrer un mor-
« tel assaut à la société, et ne reculer que de-
« vant la terreur salutaire que lui ont inspirée
« l'étroite union des pouvoirs, l'attitude de
« notre brave armée et de son illustre chef.

« Aujourd'hui, comme après le 13 juin
« 1849, si nous avons retrouvé un calme et
« une sécurité momentanés, nous les devons
« à la protection d'une nombreuse armée.
« Cette situation ne saurait durer plus long-
« temps... (1). »

(1) Rapport de M. Leverrier, distribué à l'Assemblée nationale le 13 juillet 1850.

Jamais exposé plus cruel n'a été fait d'une maladie désespérée. N'est-ce pas folie d'en chercher le remède à l'ordinaire pharmacie des législations ? Contre cet état violent des choses, lorsqu'il est avéré que rien ne réussit de ce que les charlatans du dix-huitième siècle ont vendu comme souveraines panacées, ne voit-on pas que les peuples doivent renoncer à l'emploi de ces formules menteuses, et que s'ils peuvent être sauvés, ce sera par les moyens naturels, par ceux que Dieu fait éclater dans toutes ses œuvres, par ceux que nous appliquons nous-mêmes aux intérêts de la vie privée ? Notre maison brûle : nous n'assemblons pas un conseil. Nous appelons les voisins et les pompiers ; quelqu'un commande et le feu s'éteint.

Mais pour l'incendie social on a recours à un procédé moins simple. Tous sont là, au milieu du foyer embrasé, recherchant l'origine de la catastrophe, s'en accusant l'un l'autre, échangeant des injures et des coups, tandis que les flammes font leur œuvre. Un intrépide arrive alors, qui perce la foule des disputeurs, s'élance au feu, en devient maître, et garde en maître aussi l'édifice qu'il a préservé.

Telle sera notre prochaine histoire ; mais nous n'en sommes encore qu'à la phase des injures et des récriminations.

Tout, en ce moment, indique l'approche de cette grande calamité qu'on appelle la guerre civile. Il y a, pour le marin, de ces nuages noirs flottant à l'horizon, qui annoncent sûrement la tempête. L'air est lourd et sans souffle ; l'eau dort tristement sous le navire, dont les voiles s'affaissent à mesure que l'ombre s'étend... Tenez-vous prêts : l'ouragan éclate ! Notre repos est celui-là ; je ne sais rien de plus menaçant que ce calme.

L'ajournement à heure fixe des colères plébéiennes, la discipline dans ces fureurs contenues, la patience au sein des plus violentes rancunes qui se soient amoncelées jamais dans les cœurs, tout cela compose un ensemble de symptômes sinistres dont nulle époque n'avait encore épouvanté l'avenir. C'est une marche nouvelle des vieux ressentiments du faible, du pauvre, du paresseux, du ruiné, du flétri, de l'égaré. C'est la tactique introduite dans ces corps francs, qui, au milieu de tous les troubles, se sont rués, sans chefs, sur le domaine, sur le champ, sur la famille, et qui reconnaissent aujourd'hui pour eux-mêmes le souverain pouvoir de l'organisation. Rien de pareil ne s'était vu, et je m'étonne que si peu de gens l'aperçoivent.

A mes yeux, c'est le fait dominant de la ré-

volution de Février ; c'est ce qui la distinguera de toutes les autres. La foule abdique désormais ses tumultes et ses cris ; elle a compris qu'ils étaient inutiles. Elle s'accoutume à obéir, dans le cercle des lois qu'elle adopte, c'est-à-dire à la volonté directrice de ceux qui lui présentent les destinées. Vous retournez dans le cercle éternel des choses humaines ; vous retrouvez, au dix-neuvième siècle, la patiente marche des Hébreux gagnant la Terre promise. Du haut d'un nouveau Sinaï, des sophistes indiquant la route, et leur parole est la colonne de feu. Il y a au fond de cette multitude immense, une sorte de foi féroce à la jouissance prochaine des biens matériels, qui peut se comparer, pour son ardeur, au religieux sentiment du peuple qui suivait Moïse. Au jour où l'on croira voir Canaan, ce sera un formidable cri. La société n'aura pas trop de toutes ses forces, et j'entends par ses forces les diverses armées.

Un homme avait prévu ces temps. Il est mort, et la France, depuis longues années, n'avait pas fait une telle perte. Le maréchal Bugeaud, dont je m'honore d'avoir été l'ami, s'était voué avec un rare et intelligent courage au rôle futur que lui indiquaient les signes de guerre civile. A l'ombre de ses châtaigniers, dans le pauvre pays de Périgord, où il avait donné, la bêche en

main, tant d'utiles exemples, il avait entrepris, au début de nos troubles, un hardi mouvement de réaction contre les anarchistes. Son haut renom de sage et de guerrier ralliait déjà, comme autour d'un centre, l'action de dix départements circonvoisins. J'ai conservé la précieuse lettre où il m'annonce que si les agitateurs parisiens s'opposent à l'installation de l'Assemblée constituante, il est décidé à quitter sa retraite et à marcher sus la turbulente capitale, avec cinq cent mille hommes prêts à rejoindre son drapeau. Il les eût commandés, j'en suis sûr, avant d'avoir parcouru cinquante lieues, et plus d'un régiment l'eût suivi. Sa mâle parole, à la fois claire et pénétrante, son geste ferme et confiant, je ne sais quel mélange de force et de naïveté, faisaient du maréchal Bugeaud un des hommes les plus sympathiques à la foule. Cette inerte physionomie, qui semblait celle d'un paysan, s'animait avec une merveilleuse promptitude. Un enfant eût pris plaisir à l'entendre causer de guerre ou d'agriculture, tant il savait jeter de charme et d'intérêt sur ces arides récits. Il fallait le voir, debout, sur une grossière estrade, dominer de la voix une masse pressée de laboureurs, enseigner le grand art de la culture, dont il était un maître, et combattre, dans le piquant patois du pays, les mauvaises méthodes

aussi bien que les mauvaises opinions !... Dieu s'était plu, d'ailleurs, à loger cette âme énergique et simple dans un corps que rien n'ébranlait. Intempéries, fatigues, courses de chasse ou de guerre, rien n'avait prise sur sa robuste santé ; sauf l'empereur Justinien, qui ne dormait qu'une heure, je ne crois pas qu'un autre fils d'Adam eût jamais moins connu le besoin de sommeil. Ses mœurs rustiques, dont il riait parfois, répugnaient au luxe et aux élégances de la vie. Il eût fait le repas de Probus, et eût émerveillé, comme lui, les messagers de la cour de Perse, lorsqu'ils rencontrèrent l'empereur mangeant, sur l'herbe, un reste de pois au lard, au milieu de ses légions conquérantes.

On se souvient de sa téméraire visite au camp d'Abd-El-Kader, où, trouvant l'émir trop longtemps assis, il le souleva de sa forte main, à la face de vingt mille Arabes indignés. La touche vigoureuse de ce caractère ressortait, comme un frappant contraste, sur les nuances effacées du tableau contemporain. Aussi, quel ascendant lorsqu'il se mit à parcourir la France, et qu'il se rendit à l'armée de Lyon ! Chaque pas lui donnait un fidèle, chaque parole un dévoué. Personne n'a gagné davantage à être connu. L'enfantine bonté de ce rude soldat prêtait un indicible attrait au spectacle de son intérieur,

au patriarcat de sa famille, aux causeries de son foyer. De proche en proche, et par amendements successifs, les esprits étaient revenus sur son importance, ses qualités, son sincère patriotisme, en partant des injustices de 1832, jusqu'à la popularité de 1849.

Le maréchal Bugeaud, lorsque la mort est venue le surprendre, représentait l'élément de la force sociale en province, comme le général Changarnier la représentait à Paris. La guerre civile, à ce moment, n'avait de dangers que dans les désastres locaux qu'elle entraîne. L'invasion des Barbares était réduite à des chances d'un moment, et l'absolu pouvoir n'appartenait plus au télégraphe. Si la grande crise eût alors éclaté, quelle eût été l'issue à l'action séparée de ces deux chefs ? Dieu seul le sait ; je n'ose le dire. Intermédiaire d'une minute entre eux, j'ai eu ma pensée et je la garde. Je n'ai pas à peindre ce qui aurait été ; c'est assez d'imaginer ce qui pourra être.

Je me représente donc qu'en 1852, si nul événement ne précipite les catastrophes, on verra se lever la masse prolétaire, dédaigneuse des lois faites, et les regardant avec raison comme de chétifs morceaux de papier ; marchant à l'urne du scrutin malgré préfets et gendarmes ; déposant son vote interdit, et le tenant pour va-

lide en dépit de l'interdiction ; et disant le lendemain à la France : Voilà la voix du peuple, obéis !

A ce coup de théâtre aboutira le silence qui vous endort. Rien ne peut l'empêcher ; les machines en sont prêtes, et les comparses, dans leur innombrable cohue, attendent le signal. Alors sera compris le véritable sens de la révolution de Février, hâtée à son début, j'en conviens, par une misérable surprise ; mais qui avait son germe déjà formé, que les temps ont développé sans mesure. Alors sera comprise aussi l'inévitable nécessité d'une lutte à mort, pour en finir avec ce procès des privations contre les jouissances, puisque Dieu, dans son mépris de nos querelles, n'a voulu leur laisser que ces grossiers drapeaux.

Sous les bruits de ce chœur colossal des masses, il n'y aura tribune ni presse qui puisse essayer un accent ; le fabuleux arsenal des Codes étalera son vide, et la grande loi de la force restera seule écrite en son texte d'airain.

Quoi plus tard ? je ne suis pas prophète ; mais il m'apparaît qu'une vaste résistance aura lieu ; l'armée est prête à tous les combats ; la discipline, dans ses rangs, a la puissance des vieux sentiments effacés ; le soldat tient du moine, il a sa règle et ses supérieurs. Il est peu

mêlé, quoi qu'on fasse, à nos dissensions qu'il dédaigne ; son uniforme est son parti. L'armée obéira dans ce choc effroyable à qui saura la commander, à qui saura surtout lui montrer la route, et tirer devant elle une épée où brille l'avenir. Celui-là, quel qu'il soit, aura de hautes destinées ; mais il ne sera pas longtemps seul. Sur plus d'un point de la France on verra bataille et succès. La victoire à Toulouse, à Strasbourg, à Lyon, aura son orgueil et ses exigences ; chaque armée, à bon droit, sera fière d'elle-même et de son général... Sommes-nous donc si loin des césars ?

Il se pourra que quelques départements subissent le joug des bandes insurgées, et que la nouvelle Jacquerie, après le sac des villes, tente d'y fonder quelque étrange gouvernement. Il faudra bien, dans ce triomphe d'un jour, que des césars surgissent au milieu même des rangs anarchiques, ainsi qu'il arriva de la vaste insurrection de l'an 287, où les paysans de la Gaule, à la lueur des incendies, proclamèrent *Ælianus* et *Amandus*, dont les médailles nous sont restées. Ces *Bagaudes*, comme on les nommait, ont légué la blouse à leurs descendants ; elle pourra revêtir encore quelque empereur de circonstance.

Au sein du fracas de ces conflits, vous figu-

rez-vous ce que serait le pouvoir parlementaire ? Il serait, si l'ombre en restait encore, ce que furent toutes les Assemblées en temps pareils. Il s'inclinerait devant les faits successifs. Le César Maximin, qui jamais n'entra dans Rome, où il était craint et haï, autant que méprisé, écrivait au sénat dans le plus insolent style, et en obtenait des largesses pour ses légions. Macrin, prenant la pourpre au fond de la Mésopotamie, en avertit le sénat qui l'acclame tout d'une voix. Et peu de mois après, un jeune Asiatique inconnu, dont le nom devait retentir dans les siècles, comme symbole extrême de folie et d'impureté, Héliogabale est choisi par des soldats que charme sa figure, et reste tout un hiver à Nicomédie, vêtu de longues robes de soie, en compagnie de danseurs et de musiciens, sans songer même à la capitale de l'empire. Le sénat fut scandalisé de cette nouvelle, « mais il « fallait bien, nous dit l'histoire, obéir à la nécessité (1) »

Partout, et à toute époque, les sénats ne donnent signe de vigueur que vis-à-vis des césars tombés. N'avons-nous pas nos souvenirs récents ? L'acte de déchéance de Napoléon fut

(1) Sed parendum necessitati fuit, electo à militibus principe.

(HÉRODIEN, liv. V, p. 237.)

signé dans Paris, au milieu des baïonnettes étrangères.

Cet avenir; que je viens de peindre, excitera des sourires d'incrédulité..On va m'accuser de rêverie et de bizarre imagination. Mais je demande aux sérieux qui réfléchissent, aux sensés qui observent, si parmi les faits imprévus que notre siècle porte en ses flancs, ce que j'augure ici n'a pas sa place? Je rappelle aux légers, aux superficiels, que le temps n'est pas loin où les prétoriens de M. Sobrier, ceux de M. Caussidière, glaçaient d'effroi les habitants de Paris; où c'était une périlleuse entreprise que d'expulser du palais des rois la tourbe immonde qui s'y était crénelée.

La guerre civile éclatera, parce qu'elle est dans l'âme des masses, et qu'elle peut seule donner, après ses fureurs, une phase de repos à la société haletante. Elle aura deux grands résultats : changer le cours des idées qui bouleversent aujourd'hui les têtes; et retremper, dans de plus mâles instincts, notre race actuelle, que les intérêts ont énervée. Les noms remplaceront les mots pour exalter la France, et ce sera la mort des systèmes menteurs; en même temps que l'argent sera remplacé par le fer, ce qui sera la fin de l'agiotage. Mort et fin; quelles paroles ai-je écrites? Rien ne finit, rien ne meurt; tout

cesse et se renouvelle avec les siècles, qui sont des minutes devant Dieu ; les mêmes maux, les mêmes faiblesses, les mêmes erreurs repaîtront parmi les hommes. Ce que j'ose prévoir, c'est que notre génération aura peut-être, en ce qui lui est personnel, à s'agiter dans d'autres passions, à se mouvoir dans un autre cercle. Et qui peut dire, à regarder le présent, qu'elle y aura perdu ?

XII

L'EUROPE.

Rome, avant le temps des Césars, avait eu des contre-poids dans le monde. La Grèce, la Macédoine, Carthage, les royaumes asiatiques et africains nés de la succession d'Alexandre, s'étaient trouvés tour à tour sur sa route conquérante, menaçant parfois de l'y arrêter et de l'y détruire. Je ne parle ici que des États organisés, puissants par leur civilisation souvent supérieure à la sienne. Il faut remarquer en passant que la résistance fut la plus vive de la part

de ceux qui avaient cet avantage au moindre degré. Antiochus et les Ptolémée eurent à peine l'honneur d'un effort; les fils de Thémistocle et de Philopémen furent soumis sans résistance; il ne se trouva que Mithridate et Annibal pour opposer aux envahisseurs de la terre antique une vigoureuse et longue énergie.

Il y a, dans Annibal, quelque chose de Napoléon. C'est une erreur que de comparer, comme on le fait communément, Carthage avec l'Angleterre. Rome est vraiment l'Angleterre des siècles passés, ou plutôt l'Angleterre est la Rome présente. Carthage jetait des colonies sur les côtes; elle avait une marine et des navigateurs d'exploration : Hannon fut le Cook de ces époques. Mais Carthage ne s'assimilait rien, et Rome était très-habile à cette œuvre. Annibal traversant l'Espagne et le Midi de la Gaule, franchissant les Alpes sous de plus âpres difficultés que n'en a pu offrir le Saint-Bernard, tombant sur l'Italie avec une armée où vingt langues diverses étaient parlées, sans que personne peut-être parlât le latin, restant vainqueur et maître, pendant seize ans, au milieu de ce pays éloigné, où nul secours ne lui arrivait de sa patrie; retournant, après ces miracles guerriers, sur le sol africain, où Zama fut son Waterloo, pour fuir ensuite en Bithynie, où Prusias fut son Hudson-

Lowe; Annibal, dis-je, m'apparaît comme le précurseur de celui qui lutta si longtemps contre la puissance anglaise. Je suis sûr que Napoléon a souvent songé, sur la plage de Boulogne, et peut-être sous les neiges de Russie, à la forte haine du héros carthaginois, à sa persévérance, à ses succès; hélas! aussi à ses revers!

Après la chute de toutes les nationalités, l'empire romain resta seul sur la mappemonde connue. On savait si peu, sous Auguste, le nom des hordes voisines, qu'Horace, dans une de ses satires, nous cite comme préoccupation curieuse des promeneurs du Forum, cette question d'un chercheur de nouvelles: Que dit-on des Daces(1)?

On ne sut l'existence des Goths que sous Caracalla; mais, depuis cette révélation, il y eut, chaque jour, à connaître de nouveaux peuples!

Tous, il est vrai, sortaient de lieux ignorés; leur invasion semblait une pluie d'aérolithes, et nul ne pouvait dire, au sein même des savantes écoles d'Alexandrie, à quelle source appartenait ce torrent nouveau. Un empire cependant était debout, au delà du Tigre; c'était celui des Parthes. Il avait des armées, un culte établi, des finances, une administration. Il nous reste une parole d'un de ses maîtres, qui prouve que le

(1) Quid de Dacis?

bon sens et les bons sentiments ne sont pas si modernes qu'on le croit, et qu'au fond de l'Asie, en ces temps obscurs, le bien pouvait se faire sans le régime constitutionnel. « L'autorité d'un prince, disait Artaxerce (qui vivait en l'an 240) ne peut être défendue que par la force militaire; celle-ci ne peut se maintenir que par les impôts, dont le poids, en définitive, tombe sur l'agriculture; et celle-ci ne peut les payer qu'à la condition d'être florissante, ce qui ne peut lui être donné que par la protection, la justice et la modération de celui qui gouverne (1). »

Cet empire fut, pour les Césars, le seul élément analogue à ce que le monde moderne pratique aujourd'hui de relations extérieures. C'était, si l'on peut comparer les causes, ce que serait la Russie actuelle en face de l'Europe révolutionnée; une barrière au débordement excessif, un frein à la fougue absorbante, un *veto* contre l'universelle domination. Ctésiphon, la grande capitale, fut la Moscou de l'antiquité. Nul César n'y toucha sans malheur.

C'était donc là ce qui distinguait ces temps des nôtres. L'empire romain, dans ses convulsions variées, n'avait devant lui qu'un voisin

(1) Eutychius, t. II, p. 180.

formidable, qui seul pût opérer cette diversion moderne qu'on appelle *une intervention*.

Ce qui se passerait en France, au milieu des fureurs de la guerre civile, ce qui pourrait en résulter successivement, aurait, en dehors de nos frontières, plus d'un témoin intéressé. L'Europe a ressenti les vibrations de nos secousses, et connaît la portée de nos caprices comme celle de nos canons. Elle est donc attentive; cette fois, elle ne sera pas prise au dépourvu.

L'année 1848 avait été pour elle une agression constante; l'année 1849 fut une défense non interrompue. Ce que la première avait pris au nom du principe révolutionnaire, la seconde l'a repris au nom du principe d'autorité. Violence d'abord, expiation ensuite, telle vient d'être cette courte période des peuples abusés. Faiblesse d'abord, vigueur ensuite, telle fut aussi l'histoire des rois.

La Prusse, au milieu du désordre général, donna le premier signe de réorganisation courageuse. L'Autriche, toute stupéfaite d'événements si nouveaux dans son paisible empire, ne se réveilla que plus tard. L'Italie était en feu; le pape avait fui de Rome; Naples seule restait inébranlable au choc universel, par l'énergique volonté d'un souverain qu'on avait cru pusillanime. La Sicile était livrée à cette bande cosmo-

polite, condottieri de l'idée libérale, qui s'abattaient sur les populations pour les représenter dans l'anarchie et le combat. La Hongrie amoncelait des armées, échauffant les haines de races, et remontant, dans l'échelle de ses griefs, jusqu'aux souvenirs d'Attila; le Danemarck lui-même, depuis si longtemps étranger aux annales de troubles, se divisait en deux camps nationaux. Seuls en Europe, les Pays-Bas, l'Espagne, la Suède, la Russie et l'Angleterre échappaient à cette foudroyante épidémie, à laquelle les Belges, dans leur repos, ont donné un nom (1).

Et tout à coup, par un de ces élans électriques dont les insurrections seules avaient eu le secret depuis cinquante ans, les gouvernements s'exaltent à leur tour... On a pu voir alors que dans ces conditions, la fièvre et la force sont décuplées. Rien ne résista. Dresde et Gènes, Bade, Vienne et Berlin tombèrent; des forteresses renommées furent emportées d'assaut; le bombardement eut raison des défenses les plus obstinées. Bude et Temeswar virent des prouesses dignes des armées du prince Eugène et des Turcs qui le combattaient. Partout les armées triomphèrent; partout, lorsque la phrase fut étouffée

(1) La peste rouge.

au bruit du combat, l'autorité reprit son rang, quelque bravoure qui lui fût opposée. Ce grand exemple ne sera pas perdu. L'Allemagne l'a traduit déjà dans une légende gravée, où restera, pour de longues générations, cette funèbre histoire de nos jours. On y voit la Mort, en costume d'étudiant, qui parcourt les campagnes et les villes, excitant la révolte et montrant, la balance en main, que la couronne du comte et la pipe du prolétaire sont de même poids. On la voit pérorant dans les clubs, et pressant les flots de l'insurrection sur les barricades. Puis, la bataille venue, elle rit, de toute l'ampleur de ses mâchoires décharnées, ses doigts de squelette sur les hanches, à l'aspect de ses conviés, bourgeois et laboureurs, frappés par la fusillade et par la mitraille.

Cette *moralité* figure, dès à présent, dans les salles à manger de beaucoup d'auberges allemandes. Elle fera réfléchir.

L'Europe est donc, pour quelque temps, à l'abri de notre détestable influence; mais elle ne se sent pas tellement rassurée, qu'elle laissât recommencer, en spectatrice, l'éruption du volcan. Si le froid examen que je m'efforce à faire des choses a pu m'en donner le sens droit, je crois voir deux dispositions bien marquées dans les conseils des princes. — Intervenir acti-

vement et très-vite si quelque surprise intérieure ou quelque grande manifestation des masses nous replongeaient dans le gouffre de Février. — Nous laisser à nous-mêmes, dans toute révolution militaire ou civile qui amènerait un chef.

Dans le premier cas, en effet, ce serait folie à l'Europe de s'abstenir. Usât-elle de patience armée, attendant l'invasion dans le cercle de fer dont elle cernerait nos limites, que la Suisse offrirait sa neutralité commode à toutes les avant-gardes d'irruption violente ou cachée. L'État fédératif, ainsi placé entre des monarchies, devient un danger permanent par la nature de sa constitution elle-même. Ce n'est pas à raison de ses goûts que la Suisse, dans ces derniers temps, a joué le rôle perturbateur dont on l'accuse. Au dix-septième siècle, les Provinces-Unies ont laissé préparer contre les Stuart l'expédition du comte d'Argyle et celle de Monmouth, malgré le voisinage de Louis XIV et l'intérêt que Guillaume d'Orange avait à empêcher ces folles entreprises. Là où l'autorité centrale est annulée, où chaque province est souveraine dans sa circonscription, il n'y a pas de complaisance diplomatique à espérer du fantôme qu'on nomme le gouvernement.

Ce n'est plus aujourd'hui que le ministre

Delessart pourrait écrire aux cours étrangères ces mots légers de 1792 : « L'indifférence et le
« mépris sont les armes avec lesquelles il con-
« vient de combattre ce fléau. L'Europe pour-
« rait-elle s'abaisser jusqu'à s'en prendre à la
« nation française parce qu'elle recèle dans son
« sein quelques déclamateurs et quelques folli-
« culaires, et voudrait-elle leur faire l'honneur
« de leur répondre à coups de canon ? »

Il y aurait donc, je le crois, attaque immédiate de la part des armées européennes. Je ne prétends pas en deviner l'issue. Un tel événement produirait de ces commotions qui déroutent tout calcul, parce que les passions et l'enthousiasme qui en naît sont les régulateurs vagabonds de l'histoire. Je ne crois pas aux prétendues lois qui tracent la marche des faits humains ; je crois aux lois physiques qui éclatent à nos yeux, et qui nous enchaînent à toute minute dans leur rigueur ; je crois aux lois morales que Dieu nous a dictées ; mais dans nos pitoyables débats de peuples, l'*imprévu* m'apparaît comme arbitre fatal. Toutefois, sous la lassitude présente, et dans l'abâtardissement des âmes, il y aurait plus d'une chance de péril, en face de l'étranger, pour notre malheureuse patrie. Ah ! si l'armée nous restait ! Mais qui ne sait le sort que la Révolution lui ré-

serve? Discipline et chaos peuvent-ils être ensemble?

Si, au contraire, comme il est permis de le supposer, l'anarchie est vaincue en sa suprême tentative, et que le vainqueur, quel qu'il soit, s'impose en César à la France, il n'y a plus nul motif pour que l'Europe s'inquiète. Elle a reconnu tous nos gouvernements divers et les reconnaîtra tant que la menace ne sera pas leur devise. Si même une lutte intestine éclatait au nom de prétentions personnelles, il est à croire que les souverains n'y prendraient point part; trop heureux de cette diversion à la démence d'hier, rassurés désormais sur les conséquences extérieures de nos discordes, qui n'agiraient pas plus au dehors que ne le fit jadis la dispute anglaise des Roses, ils laisseraient s'user notre énergie à des combats sans danger pour eux.

Ils redouteraient moins une invasion guerrière, dût-elle être le but du maître nouveau, que la perfide paix du gouvernement provisoire. Les voyages armés de Napoléon leur valaient mieux que la course obscure des émissaires socialistes. Vous avez tué le lion, disait Byron au lendemain de Waterloo : n'allons-nous pas devenir la proie des loups?... Le poète ne croyait pas prévoir si juste, peut-être même pour sa patrie. L'Angleterre, si haut placée aujourd'hui

dans l'ordre, si fière de sa stabilité, pouvant y croire parce qu'elle a de vieilles institutions et de vieilles mœurs, a déjà gagné le sommet d'où part la pente inévitable. La discussion est le principe de son gouvernement. Il aura là, comme ailleurs, ses conséquences naturelles. Ce germe maladif a dormi, mais il subsiste et se développera. Quelques indices annonçaient sa vie, au moment où notre dernière révolution a éclaté; mais, par un singulier effet, elle a produit dans ce pays sensé un contre-coup tout opposé à celui qu'ont éprouvé les autres peuples. Les chartistes en sont morts. Nos malheurs, nos folies, nos petitessees surtout ont dégoûté les fils de Cromwell et de Ludlow, tout préparés qu'ils fussent à des innovations rapides par les mesures économiques de sir Robert Peel. Il s'est fait un arrêt dans la marche fatale; mais la route est ouverte, et il faudra la parcourir. Les fortunes aristocratiques s'amoindrissent; la brèche est faite dans ce vieux mur du privilège respecté. Si le monde restait paisible, la révolution d'Angleterre s'accomplirait avant que le siècle finît.

Tôt ou tard elle s'accomplira. Pour être lent, le travail des idées n'est pas moins sûr lorsqu'il est dirigé dans un sens unique. Or, depuis la chute de Napoléon, l'Angleterre, repliée sur

elle-même, déchire silencieusement sa constitution antique, et chaque jour en jette au vent un imperceptible lambeau. La réforme parlementaire, l'émancipation des catholiques, bientôt celle des Juifs, et, par-dessus toutes choses, le bill des céréales qui intronise un tiers-état prochain, sont des blessures dont ce vieux corps ne supportera pas les suites. Et, à la plus fortuite circonstance, que personne encore ne prévoit, les trois royaumes pourront s'appliquer, dans leur étonnement des chutes rapides, ce passage d'un livre qui fait, à bon droit, leur orgueil :
« On vit très-vite en révolution; l'habituelle
« expérience des années s'accumule dans des
« heures; les vieilles habitudes de pensée et
« d'action sont violemment brisées; les nou-
« veautés qui, au premier abord, n'inspirent
« qu'aversion et dégoût, deviennent en peu
« de jours familières, supportables, attracti-
« ves... (1). »

C'est en vain que l'auteur croit rassurer ses compatriotes en leur disant que leur repos présent, au milieu de toutes les anarchies, tient à ce qu'ils ont eu la liberté au milieu de toutes les servitudes (2). Cette liberté n'était pas vraie;

(1) Macauley, *History of England from the accession of James II*, p. 462.

(2) « It is because we have freedom in the midst of servi-

elle était l'affranchissement de la noblesse vis-à-vis de la couronne, et le peuple, à son tour, voudra le sien vis-à-vis de la noblesse. M. Disraéli compare, dans un de ses ingénieux romans (1), l'Angleterre à l'ancienne Venise. Il a raison ; ce gouvernement n'est qu'un patriciat, et c'est pour cela qu'il a duré. Il ouvre sans cesse le Livre d'Or, et en laisse envahir les pages par tous les noms nouveaux que recommande le talent. C'est pour cela qu'il dure encore. Mais la foule est pressée autour du banquet ouvert, et, dans nos jours d'éducation universelle, on trouvera plus de convives qu'on n'en peut admettre à cette table de choix. La révolte est au bout de ces appétits mécontents, à moins que les instincts humains n'existent pas en Angleterre.

Les esprits éminents de ce pays doivent avoir la prévision, confuse au moins, d'un tel avenir. C'est pourquoi leur tendance ne sera pas à se mêler de nos débats, s'ils n'ont rien d'alarmant pour la tranquillité anglaise. Je ne crois pas qu'un César français eût plus à se plaindre, de ce côté, qu'Espartero naguère en Espagne.

L'énigme réelle, à cette phase de notre histoire, aura son mot à Saint-Pétersbourg. Nul ne

tude, that we have freedom in the midst of anarchy. » (*Id.*, p. 528.)

(1) *Sybil, or the two nations.*

sait ici-bas ce que peut couvrir de projets le mystérieux silence du grand empire oriental. Là se trouvent unies par une rare merveille la force et la foi, ces deux uniques leviers des mouvements humains. Là se trouve, à la tête des peuples, un monarque pontife, devant qui le paysan se jette à genoux en l'appelant *père*. Là, se trouve une immense armée, semblable à la légion thébaine, où chaque soldat saurait être martyr. Mélange inoui des violences païennes et des solides vertus du christianisme, ce vaste campement aux confins de l'Europe a pillé sur le voisinage avec un discernement sans égal. Ses coureurs n'ont pris et rapporté que les idées utiles, celles qui servent à la force et à la conquête, nous laissant le reste dont nous usons si bien!

Depuis la fin du siècle dernier, à-partir du moment où Catherine, qui s'amusait des philosophes, aperçut les dangers de ce terrible jeu, la Russie a reculé dans la voie où Pierre le Grand l'avait lancée. Mais c'est surtout de nos jours, et sous l'empereur actuel, que le rôle national se dessine. En face de tous les désordres dont la liberté fut le prétexte, et de tous les excès dont ce mot peut encore menacer le monde, Nicolas I^{er}, debout au bord de la Néva, semble montrer du doigt ses puissantes réserves, qui, jus-

qu'au revers glacé des monts Altaï, sont prêtes à livrer le combat suprême pour le salut du principe d'autorité. Les descendants de Genséric, mêlés aux fils de Tamerlan, deviennent, par une bizarre interversion d'époques, les défenseurs possibles de la civilisation en péril. La flèche sauvage du Samoïède et du Baskir peut quelque jour avoir sa part dans les annales du dix-neuvième siècle. Cherchez donc la philosophie de l'histoire, et croyez aux systèmes qui vous enseignent le *développement gradué du progrès* !

L'intervention de la Russie au milieu de nos querelles est encore un secret. L'événement dépendra des desseins inconnus de cet empire.

Si, comme le croit l'opinion publique, ils sont de nature envahissante, leur éclosion naîtra plutôt à la chaleur des bouleversements sociaux, qu'à l'avènement de pouvoirs réguliers. On doit, en Russie, appeler régulier ce qui est fort. La politique, morte chez nous, qui avons bien d'autres soucis, vit là-bas de toute sa jeunesse. Elle s'appliquera donc à des projets anciens que les circonstances nouvelles favorisent, et qu'il ne nous importe plus d'empêcher. Le Bosphore ou les bouches du Danube, que nous font ces mots de géographie, au milieu de nos questions personnelles de vie ou de mort ? De longtemps nous

n'aurons à nous mêler de telles choses, malgré les phrases sonores qui nous les rappelleront. Nous avons, pendant dix-huit ans, libellé des protestations en faveur de la Pologne, et ce noble pays n'en a pas moins gardé, sur sa tombe, l'épithaphe inscrite par Kosciusko (1).

XIII

L'AMÉRIQUE.

Au delà des mers, et loin de nos intérêts directs, un vaste continent est le théâtre de révolutions multipliées, dont l'étude n'attire pas assez notre attention. Au moment même où se fondait la république des États-Unis, l'Europe entraît dans la phase libérale et philosophique, et ce fut, dès lors, pour les colons de Guillaume Penn que se réserva tout le soin de nos observations, tout le tribut de nos sympathies. Un âge d'homme n'était pas écoulé, que l'on citait déjà,

(1) A la fin de sa dernière bataille, Kosciusko s'écria : *Finis Poloniae* !

comme preuve irrécusable de la stabilité républicaine, la marche sûre et progressive de la nouvelle nation. Il eût semblé qu'elle datait de dix siècles. Cet argument me revenait toujours à l'esprit, comme *douteux*, lorsque, dans mon enfance, je rencontrais M. de Lafayette (qui pourrait vivre encore). Je me disais déjà, malgré les tendances de mon éducation universitaire, que c'était conclure un peu tôt, puisque l'origine était si récente, et que j'en avais un témoin sous les yeux.

Washington, sous certains rapports, ne reconnaîtrait plus sa patrie. L'élément militaire y est né, par suite des guerres agressives et du système conquérant adopté par M. Polk, prédécesseur du général Taylor. D'autres invasions auront lieu ; le golfe du Mexique est tentant ; la politique d'extension est trop naturelle aux grands peuples pour n'avoir pas, là comme ailleurs, sa prompte et croissante application. Dès que l'union aura des armées permanentes, faisant au loin des campagnes prolongées, et que des chefs glorieux lui auront donné des provinces, dites que la république disparaîtra. La turbulente démocratie de New-York ne conviendra plus à ces hommes habitués à la force et à l'autorité. Ils pourront bien venir, pendant quelque temps encore, solliciter le peuple, mais à la

façon de Pompée, en lui créant le sentiment inconnu de l'enthousiasme. Ce ne sera pas seulement l'histoire romaine, ce sera l'histoire humaine, qui, à part les détails, suit, comme les planètes, son immuable cours. Je ne parle pas des débats intérieurs du pays, des dissidences d'intérêts, des préjugés en lutte. Tout cela est matière de république, et consolide la forme au lieu de l'altérer. Tant qu'il n'y a que harangues, que luttes, même armées, entre gens à peu près pareils, tous nivelés à la mesure commune, la république est le vrai terrain. Mais lorsqu'une tête vient à dépasser les autres, et qu'elle porte un casque arrivé de loin, suivie de compagnons hardis qui ont partagé ses périls et sa gloire, toutes les autres têtes s'inclinent devant celle-là. C'est le moment où le mot républicain n'a plus de sens, qu'il reste ou non comme symbole. La barrière du fédéralisme n'y pourra rien, parce qu'elle s'abaissera par degrés successifs. Sa force est dans la paix et la médiocrité politique. Du jour où le rôle s'agrandit jusqu'au point d'atteindre le premier plan sur la scène du monde, l'unité naît d'elle-même, comme condition obligée du succès. Si par un concours singulier de circonstances, les Suisses venaient à conquérir le grand-duché de Bade et la Lombardie, nous pouvons être sûrs qu'au

milieu du conflit européen qui s'ensuivrait, les gouvernements de Schwitz et d'Underwald s'effaceraient bientôt devant un pouvoir central.

Mais à côté des États-Unis, et dans le long parcours de la péninsule méridionale, un curieux spectacle nous est offert. Jamais le césarisme n'a mieux apparu comme produit naturel des grands troubles, comme conséquence du besoin de repos chez les peuples qui n'ont foi ni aux institutions, ni aux dynasties. A peine l'émancipation des colonies espagnoles était-elle faite, que les idées du vieux continent vinrent se jeter sur ce sol neuf, pour y germer avec la vigueur de la végétation des tropiques. L'esprit du siècle apportait cette semence hâtive, qui n'y put produire qu'un arbre sans fruits. Les molles populations du grand continent, séparées par de vastes déserts, éparpillées dans de rares villes, où le loisir, la douce vie et l'absence de besoins les avaient mal préparées au sérieux des doctrines, se parèrent du manteau libéral comme d'un costume venu d'Europe, et prirent la république à titre de distraction. Aussi, de toutes parts on vit les dictatures éclore aux premiers combats. Bolivar, Santa-Anna, Paëz, Bustamante; il y eut même, à Mexico, un essai d'empereur dans la personne d'Iturbide.

Cette liste de césars éphémères, malgré les

noms qui la remplissent, n'en est encore qu'à son début. L'obscurité les ensevelit avant la tombe : Santa-Anna, dit-on, s'est fait banquier à Venezuela, comme Persée, aux temps anciens, se fit greffier à Rome.

Mais, parmi tant d'ombres fugitives, de grandes figures se dessinent sur ce panorama mouvant. Au Paraguay, le docteur Francia; à la Plata, Rosas. L'un, vieillard sombre à la façon de Tibère, dont il eut les talents sans les vices; l'autre, hardi guerrier, qui inspire des dévouements; l'un, succédant à ce régime étrange où les Jésuites étaient devenus Templiers, et dirigeant les idées nouvelles avec les mystérieux procédés du Saint-Office; l'autre, représentant passionné de la moderne race indigène, intermédiaire entre l'Indien et le colon; — Francia, redouté sous son modeste habit noir, dans sa maisonnette sans gardes, et au milieu de ce pays fermé, vaste Plessis-lez-Tours du nouveau Louis XI; tournant le dos à l'Europe, dont les envoyés étaient retenus sans merci comme au fond d'une oubliette féodale; travaillant sans relâche dans la ruche d'hommes qu'il voulait créer; dressant aux arts, aux industries, à la discipline, les inertes populations dont il secouait la torpeur, et laissant, à la fin de ses jours, l'œuvre immense d'un État fondé; —

Rosas, parti d'une ferme où sa force physique, son adresse aux plus périlleuses chasses, et son courage contre les hordes féroces d'alentour lui avaient acquis un prestige incontesté; mettant fin aux longues anarchies de Buenos-Ayres avec le seul concours des *colorados* qui le suivaient; rétablissant, par des lois draconiennes, la sûreté des rues et des chemins; formant une armée, une marine, une administration; tenant en échec les plus formidables puissances du vieux continent, et ne reculant pas devant le dangereux honneur de les combattre; — ces deux hommes, Rosas et Francia, marqueront dans l'histoire de l'Amérique régénérée. Leur vigoureux pouvoir a revêtu, dans les récits populaires, une teinte fantastique dont l'Europe ne les dépouille pas encore aujourd'hui. On se répète, sur ces deux grands chefs, des contes du genre de *Barbe-Bleue*, à faire frémir les enfants et les nourrices. Le docteur Francia gardait, dans une armoire, les cordes qu'il coupait lui-même à la juste mesure, lorsqu'on avait à pendre ou à étrangler. Le général Rosas range avec soin, sur le piano de la belle Manuelita, sa fille, les oreilles des suppliciés. De ces deux hommes, que leur mâle simplicité distingua dans la foule énervée à laquelle ils ont voulu donner des mœurs vivaces, la fable courante a fait des

tyrans des mélodrame en proie au noir vertige du sang.

Certes, ils n'ont pas procédé à la façon que nous nommons *légale*, c'est-à-dire avec tout le respect possible pour les émeutes et les conspirations; ils ne se sont pas enlacés à plaisir dans les liens qui paralysent le bras, lorsqu'il faudrait que son action fût prompte; ils n'ont pas adopté cette bizarre coutume de notre Europe libérale, qui veut que la force soit patiente jusqu'au delà de l'outrage, pour être vaincue au moment des révolutions : ce qu'ils ont dit a été fait; l'acte a suivi la parole, et c'est la raison de leur succès.

Quel que soit l'avenir politique du continent américain, on peut prévoir que la forme républicaine y doit à peine garder son nom. Il est visible aussi que l'idée de dynasties ne devra pas s'y introduire. Le pouvoir viager d'un général y sera sans doute la règle et le fait.

La royauté portugaise, en fuite devant Napoléon, a transporté un jour sa couronne au Brésil, où elle garde un reste de prestige; mais elle s'y est fait suivre par une Constitution, et son sort est écrit d'avance. Ce simulacre d'empire, qui n'a qu'une capitale, reste là comme Byzance aux temps voisins de Mahomet II. Sans les besoins maritimes de l'Europe, auxquels la rade magni-

fique de Rio-Janeiro ne pourrait manquer sans inconvénient, ce pays aurait déjà partagé le sort tumultueux des autres, soit par la conquête, soit par ses propres révolutions.

Un temps viendra, sans doute, où le reflux des événements humains jettera sur nos bords les vaisseaux et les soldats de l'Amérique; les arrière-neveux des Caciques et des Incas, mêlés à la race conquérante, pourront venir alors demander raison à l'Europe de la téméraire visite de Christophe Colomb. Ce ne sont pas les contemporains qui pourront assister à ces grandes représailles que notre décadence hâtera; mais plus d'un penseur solitaire y rêve déjà dans les veillées de Philadelphie et de New-York. Quoi de si surprenant, quand on devance le cours des choses? Si l'on eût dit à Sémiramis qu'un voyageur gaulois (elle ignorait ce nom) viendrait curieusement rechercher les traces de Ninive et rapporter, à grands frais, quelques pierres douteuses de la ville immense dans une autre ville plus immense encore, près des rives de l'Océan inconnu, de quel sourire la souveraine d'Orient n'eût-elle pas accueilli cette prophétie! Ne sourions donc pas, car nous sommes aussi décrépits que l'était l'empire assyrien.

XIV

RÉSUMÉ.

Je désire être bien compris. Ce livre, qui satisfera peu de lecteurs parce qu'il ne flatte aucun espoir, et qu'il affirme l'inconnu, repose sur une idée, non sur un mot. Le CÉSARISME, que j'aperçois comme forme générale de l'avenir très-prochain, que je vois même inauguré dès à présent dans nos mœurs, et que beaucoup prendront pour la monarchie à mesure qu'il se montrera, en diffère par un point capital : — Celle-ci s'établit et dure à condition de croyances. — L'autre vit par lui-même et seul.

La tendance est toujours d'arriver à la fondation monarchique, sans y réussir jamais. Chaque César romain a cru voir durer sa famille, en partageant sa pourpre avec son fils ; deux générations tout au plus voyaient tomber l'œuvre, même des mains les plus fortes et les plus vénérées, celles de Vespasien, de Septime-Sévère, de Constantin, de Théodose. Ce n'est pas l'autorité qui fait les monarchies, c'est la foi. Ce sen-

timent ne peut naître que dans l'enfance des peuples ; il se développe et grandit avec les temps pour s'élever à la hauteur d'un dogme ; mais il ne peut éclore ni se conserver au milieu des discussions de principes, et le monde vit aujourd'hui dans ce froid milieu.

J'ai donc voulu dire que nos temps appellent, à grands cris, la force et non l'hérédité ; qu'il n'y a plus d'hérédité possible dans le pouvoir, jusqu'aux siècles où l'éducation aura refait une race *croyante*, pour remplacer la race *jugeante* ; et que c'est puérilité véritable que de chercher le salut social dans les combinaisons du passé. Noble et beau passé, sans doute ! plein de souvenirs et de regrets ! Mais la jeunesse aussi est belle et regrettable, et quels soupirs peuvent la ramener lorsqu'elle a fui ? Ainsi du principe monarchique pour notre actuelle caducité. Le monde était jeune et brillant : il croyait, il aimait ; sa fougue et ses folies, ses fautes et ses vices, son entrain d'aventures et de plaisirs guerriers, tout partait de la sève active où Dieu répand les premières sources de vie... Le monde s'est fait vieux ; il est devenu raisonneur et grave ; il a voulu connaître et analyser ; il a porté la lampe près de ses joies, de ses amours, de ses enthousiasmes ; et, comme dans la fable de Psyché, tout le prestige a disparu.

Et aujourd'hui, dans ce vide où les cœurs s'épuisent, dans ce vide plus complet encore où se débattent les esprits, croit-on pouvoir rendre l'air aux poitrines haletantes et l'ardeur aux sentiments éteints, à l'aide de noms et de formules ? Chimériques projets ! La société, lorsqu'on l'attaque, n'a pas le temps de choisir la main qui la défendra. Mazaniello serait le bien-venu dans ces terribles crises ; témoin M. Caussidière, que les partis conservateurs étaient trop heureux d'envoyer à l'Assemblée constituante en 1848. Qui se souvient de cela ?

La société retombe dans ses rêves placides au premier moment de loisir. Mais dès que sonne le tocsin des grandes luttes, elle est prompte à quitter cocarde et drapeau. Les seules couleurs qu'elle arbore sont celles de pacificateur, ignorât-elle son nom. Car, au fond, malgré les partis qui la divisent, il n'y a chez tous qu'une préoccupation réelle qui leur est commune et les réunit : le péril. C'est pourquoi je ne puis supposer, non pas une autre fin, mais une autre suite à nos troubles, qu'une succession de maîtres nés du moment, durables autant que leur fortune le voudra, impuissants à fonder, mais prompts à s'établir. C'est ce que je nomme les césars.

Il n'y a pas, selon moi, de terme stable entre les deux extrémités de la pensée humaine : la

foi et la raison. Tout ce qu'on a composé en ce sens, qu'il s'appelât éclectisme pour la philosophie, ou gouvernement constitutionnel pour la politique, ne sera qu'une ombre menteuse, bonne à magnétiser les générations dont le malheur a été de naître sous ces signes. La foi, nous savons ses merveilles ! A quelque sujet qu'elle s'applique, religion, royauté, gloire, honneur, amour, drapeau, partout elle est la poésie ; partout elle transporte l'homme au delà de sa sphère terrestre et lui montre un univers fabuleux plein d'enivrantes harmonies, où se perd le bruit monotone et grossier des pas de chaque jour. Elle est la dignité de l'homme, parce que seule elle peut l'élever au-dessus de son apparente nature et lui donner l'inspiration, cette source des arts, des dévouements et des triomphes. — La raison, nous savons ses chutes ! Orgueilleuse insurgée, elle tente, comme le don Juan du théâtre, la lutte contre le miracle écrasant. Chaque heure met à nu son néant et son impuissance : la Mort, ainsi que la statue, arrive inflexible et glacée ; chacun la voit frapper, sans interruption, à toutes les portes voisines, et la Raison est là, sur le seuil, qui masque ce spectacle et parle aux hommes de leur grandeur. On la questionne sur l'avenir, sur la destinée, sur l'âme ; on lui demande son mot sur les redoutables problèmes

qu'elle prétend résoudre; elle a cent réponses qui se contredisent et se condamnent mutuellement.

Aussi commence-t-on à l'abandonner dans la voie des choses abstraites; on s'y est tant égaré sur ses pas, qu'il n'y a plus de chance à un nouveau pèlerinage. Mais dans les choses pratiques, et surtout dans celles du gouvernement, la mode dure encore. J'ai voulu montrer qu'elle ne durera pas, à ce point de la route où le déplorable guide nous a conduits, et que, perdus dans les ténèbres, au milieu des conflits du désespoir, nous écouterons la forte voix qui nous indiquera la lumière au bout du sombre souterrain.

Est-ce avec des discours et des lois que s'accomplira ce salut? Pour des discours, nul n'ose plus en faire, tant nous en avons écouté; quant aux lois, j'ai dit crûment ce que j'en pense, voyant le respect qui s'ensuit. Je comprends que l'antiquité fût fidèle aux prescriptions des législateurs. Les codes étaient simples, presque tous affectant une origine céleste, ou remontant à quelque sage fameux que les peuples avaient invoqué. Je comprends les Juifs esclaves de la loi, lorsqu'elle s'était promulguée, au sein des éclairs, par Jéhovah lui-même; je comprends la vénération qui devait entourer les lois de Solon et

de Lycurgue, nées d'une pensée unique et qui n'avaient été soumises à aucun débat. Mais, chez nous, quand chacun assiste à la discussion, quand chacun écoute l'injure faite à ce texte qui doit être une loi ; quand chacun s'émeut et se persuade à sa manière, selon ses goûts, d'orateurs ou de journaux ; quand l'issue à cette querelle organisée est un coup de dé sorti d'une urne, où les absents, les indifférents, les attardés n'ont pu faire leur jeu, quel pieux respect voulez-vous attendre de la nation pour ce produit imprévu que vous nommez Loi ? Et cependant il est convenu, dans le langage des codes, des circulaires, des arrêtés, des jugements, que c'est là notre autorité suprême ; on parle même souvent de la *majesté* des lois. Je les voudrais belles, en effet, et majestueuses ; mais elles ne peuvent revêtir ces qualités que de plus hautes mains. Les hommes ont des respects de deux sortes : pour ce qui est saint, et pour ce qui est fort. L'élément saint n'existe plus en ce siècle ; l'élément fort est de tous les temps, et lui seul peut rétablir l'autre.

C'est pourquoi j'ai plaidé le procès de la force, dans ce livre qu'on pourra trouver brutal. J'ai voulu, en ces temps de dispute sophistique, dire un gros mot de vérité, tel que beaucoup le pensent. Ce n'est pas un mal, peut-être, pour l'ave-

nir de l'humanité, que la grande expérience de la Raison se soit faite, et qu'elle nous ait plongés dans ce chaos. *Oportet hæreses esse*, dit l'Église : « Il faut des hérésies. » En matière de morale et de gouvernement, elles ne nous ont pas manqué. Le désordre de notre éducation, qui semble disposée avec un soin complet pour produire le faux dans les idées de l'enfance et la révolte dans celles de la jeunesse, a créé, pour tout un âge d'hommes, les insolubles difficultés dans lesquelles nous nous débattons. Il n'y a donc ni persuasion ni croyance à mettre en œuvre au service de notre repos. Quelles que soient les lois et les institutions admises, vous ne supprimerez rien des vanités risibles que nous avons sucées avec le lait ; vous ne mettrez pas fin à nos doutes, dont on nous a flétris en naissant. C'est une autre génération qui, peut-être, aura cette félicité de ne pas traverser la vie avec l'incertitude au cœur, et d'avoir quelques convictions pour la soutenir et la consoler dans son court passage. Pour nous, ce sera bien assez qu'une forte main nous maintienne et nous sauve de nos propres excès. J'ai dit comment j'entrevois l'avènement d'un tel régime, le seul que l'état des esprits comporte, et j'ai fait appel aux vieux souvenirs, pour montrer que mon imagination seule ne m'inspirait pas.

De ce qui s'est passé sous la décadence païenne, j'ai cru pouvoir conclure à ce qui se passera sous la décadence chrétienne. Mais le christianisme est une telle expression des besoins de notre âme, qu'il se réveillera, tôt ou tard, après l'abandon des folles doctrines qu'on a voulu lui substituer. S'il y a dans le mot *progrès* quelque sens sérieux applicable à l'ordre de nos idées, nous devons le chercher dans cette réhabilitation de la plus sublime des croyances. CELUI qui a dit : « Heureux ceux qui souffrent, » a dit le mot éternel de l'humanité. Le jour où ce mot sera l'universelle foi, tous les codes pourront être brûlés, et la société marchera d'elle-même.

Nous n'en sommes pas là. Des masses menaçantes s'écrient : « Heureux ceux qui jouissent, » et s'avancent, avec cette devise, à l'assaut de la société qui la leur enseigna. Connaissez-vous, contre cette invasion, d'autre secours que la force ? Vous figurez-vous une immense masse armée, menaçant les abords du palais législatif, et se retirant avec respect lorsqu'on lui aura dit qu'une loi vient d'être rendue, qui lui ordonne de se disperser ? Si vous ne vous figurez pas cela, grâce aux souvenirs du 15 mai, vous êtes de mon opinion : vous croyez à l'unique pouvoir de la force. Je ne l'ai pas proclamé par goût ; je l'ai présenté comme FAIT. Je le trouve au fond

de toutes les institutions humaines, de celles mêmes qui eroient naitre au nom de la liberté. Il apparaissait, avec la simplicité d'un dogme, chez les peuples anciens, et ne s'est obscurci chez les modernes qu'après l'irruption des idéologues, espèce de Barbares civils qui ont entrepris la conquête du monde avec la parole et l'écrit. Leur tyrannie est aussi dure à nos contemporains que le fut celle des tribus germanes à nos ancêtres des Gaules. Ils ont troublé l'insouciant paix du foyer jusque dans l'abri des villages. Ils ont incendié les esprits et tué les âmes, et restent seuls, en lutte avec eux-mêmes, sur ce terrain dévasté.

Et lorsqu'une de leurs bandes est victorieuse, elle rejette, aussi loin qu'elle le peut, son pauvre uniforme doctoral, pour revêtir la casaque guerrière et employer, à l'appui de ses arguments, l'argument éternel de l'épée. On en a compris la puissance, et je crois que l'épée a dû s'en apercevoir. C'est ce résultat qui m'apparaît; il est logique et naturel. La garde nationale, plaisanterie trop sérieuse qui sert à renverser les gouvernements lorsqu'ils veulent bien le permettre, et qui n'a plus d'objet, après le désastre accompli, que l'innocent plaisir des bourgeois à se croire militaires, est la plus complète expression du besoin de la force, même apparente, à l'appui

des idées. A l'heure où le suffrage universel fut la loi, il n'y avait plus lieu à baïonnettes, si le mot des révolutions eût été vrai. Cependant on ne s'est jamais plus empressé d'en couvrir la France, à ce point de les placer violemment dans toutes les mains. Raillerie et dérision ! notre malheureux siècle assiste à cet immense démenti des doctrines qu'on lui a léguées, sans y éprouver d'autre sentiment qu'une stupéfaction profonde, et sans prendre le courage qu'il faudrait pour les délaissier ! Je ne l'en accuse pas ; un siècle n'est pas un ÊTRE ; c'est l'accumulation passagère d'une foule d'hommes qu'on voudrait en vain supposer raisonnables ; ils ne seront jamais que passionnés.

Je m'attends à des blâmes nombreux. Le dédain que m'inspirent les affaires humaines, à cette époque où je les vois, a dû me dicter des pages qui blesseront plus d'un amour-propre. Dieu m'est témoin que j'ai regardé de plus haut que de ce petit espace où marchent les ambitions du jour. Leurs jouets d'enfants doivent être trop tôt brisés pour que je songe même à en rire. Ce que j'ai vu de sérieux en ce temps, j'ai voulu le peindre, et plus franchement que personne encore ne l'a fait : c'est l'imminence, c'est la fatale nécessité de la guerre civile. Elle est dans l'air. Aveugles ceux qui n'assistent pas aux pré-

paratifs ! Bien sourds ceux qui n'entendent pas le bruissement des masses, alléchées à la grande orgie ! Mais comprenez donc ce bonheur qu'elles auraient à écraser votre luxe, à déchirer les derniers lambeaux du satin qui couvre vos femmes, à vous mettre au niveau de leur misère et de leur envie ; comprenez donc qu'il ne leur est resté qu'une foi, qu'un désir, qu'un appétit, et que c'est la haine ! Elle aura son jour d'expansion, auquel il ne faut qu'une circonstance. J'ai dit ce que j'en pensais, après avoir dit ce que j'en ai prévu. Mais je me serais trompé dans mes appréciations d'avenir, que la prochaine discorde entre les partis modérés se chargerait de me donner raison d'une autre manière. Dans l'étroit espace qui rapproche aujourd'hui leurs camps, se fera, tôt ou tard, la trouée où se précipiteront les envahisseurs. Il suffira que les sentinelles dorment, comme elles y semblent si bien disposées.

Il est cruel de vivre en de tels temps ; mais nous n'avons pas à choisir notre époque, et Dieu ne nous rend libres que d'y assister. Il semble s'être écarté de nous, qui l'avons cité à la barre de notre orgueil, pour lui demander compte de ses desseins, de ses motifs et de ses arrêts. Il semble nous livrer à la misérable conclusion de nos faiblesses, afin que soit justifiée cette parole

du Psalmiste : « Si le Seigneur abandonne la
« ville, c'est en vain que veillent ceux qui sont
« chargés de la garder. »

FIN.

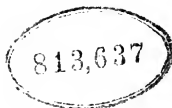


TABLE DES MATIÈRES.

	Pages.
INTRODUCTION.	5
I. Manie nouvelle de l'Europe après la chute de Napoléon.	13
II. Réaction militaire sous la Restauration	23
III. Ce qu'étaient les césars de Rome.	27
IV. Les prétoriens.	39
V. Les Barbares	48
VI. Les temps actuels.	59
VII. Que la force est le seul principe, même dans les gouvernements qu'on dit libres.	74
VIII. Que le dix-neuvième siècle ne verra rien fonder de durable.	82
IX. Les projets de l'empire.	97
X. La République nominale.	103
XI. La guerre civile.	109
XII. L'Europe	124
XIII. L'Amérique	139
XIV. Résumé	147

Ref 813632

